INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 307 - DÉCEMBRE 2019

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 307

Viandes bovines
- Jeunes bovins
  - France
    - Accélération de la hausse saisonnière des cours
  - Europe
    - Redressement des cours à des niveaux globalement faibles
- Femelles
  - France
    - Prix dégradés, surtout en laitières
  - Europe
    - Marché lourd pour les femelles
- Maigre
  - Marché à l'équilibre
- Veaux de boucherie
  - Un marché assaini
- Veaux nourrissons
  - La baisse des naissances se confirme

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Croissance rétablie en France et dans l'UE
  - Globalement stationnaire dans les bassins excédentaires
- Marché des produits laitiers
  - Tendance haussière sur les poudres de lait

Viande ovine
- France
  - La cotation de l'agneau français s'envole
- UE et monde
  - Marchés euphoriques grâce à une offre réduite et une demande forte

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre - France
  - Sursaut de la collecte en fin de campagne

L'Europe laitière du Nord dans l'après-quotas

Bonne tenue des prix pour les veaux gras et JB, mais pas pour les vaches

Le marché du veau de boucherie est enfin assaini. Mais le redimensionnement de la production, qui s'ajoute à celui de la production de JB laitiers, pèse lourdement sur le marché des veaux de 8 jours qui reste particulièrement encombré malgré des naissances moindres.

La hausse saisonnière des cours des JB est restée modeste en Allemagne. Elle a été plus affirmée en Italie où les sorties de mâles sont modérées. La demande ferme du marché italien continue de soutenir les prix des broutards français, qui sont par ailleurs moins nombreux que l'an dernier. La décapitalisation s'accélère dans le cheptel allaitant, ce qui se traduira par une baisse de l'offre de viande bovine comme de bovins maigres en 2020. Les prix des vaches de réforme laitières sont dégradés en France comme dans les autres États-membres et ne profitent pas de la hausse des prix du porc.

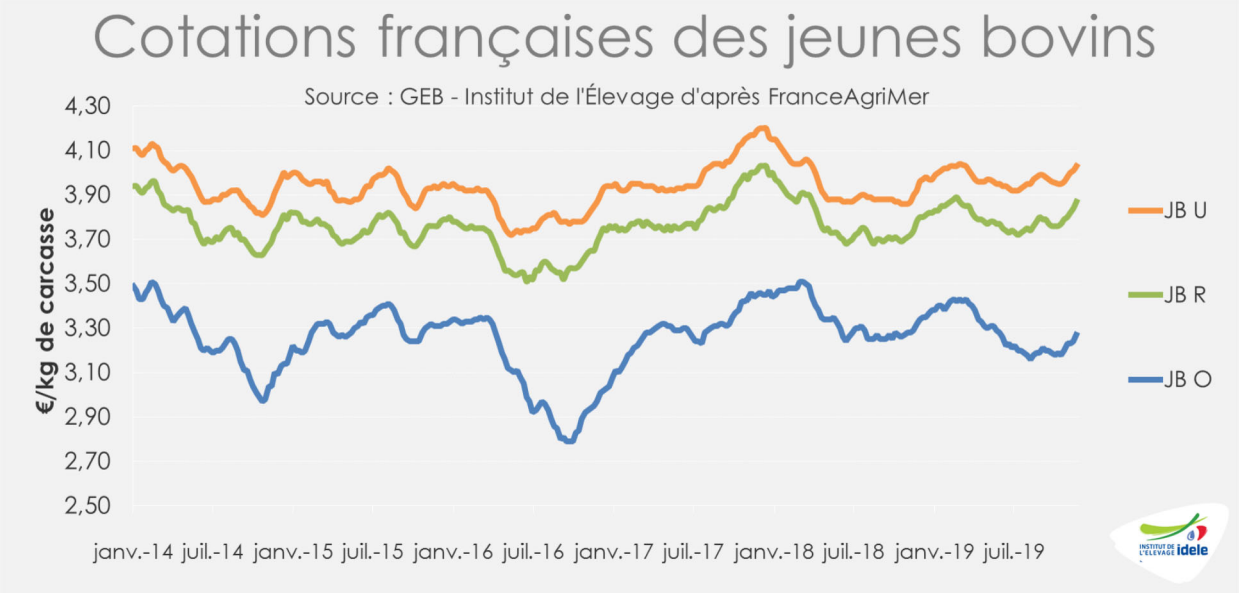
Viandes bovines » Jeunes bovins » France »

Accélération de la hausse saisonnière des cours

La remontée des cours, habituelle à cette période, s'est accélérée alors qu'elle était jusque-là timide. Les abattages, en lait comme en viande, sont toujours limités et les exportations françaises ont reculé depuis le début de l'année.

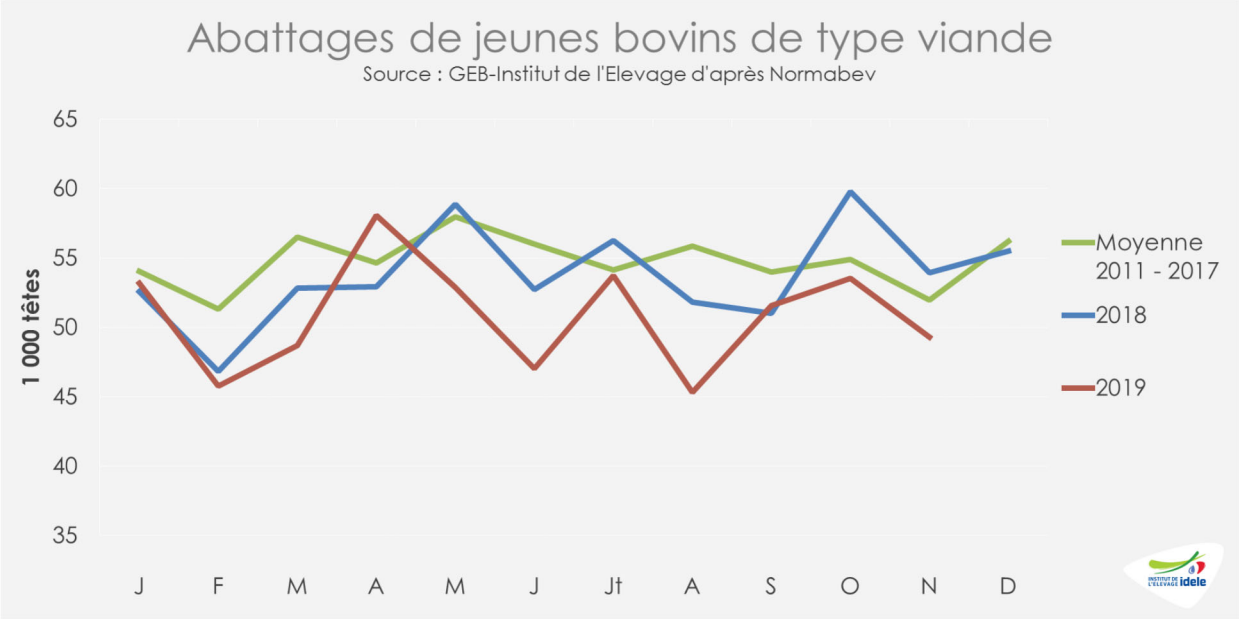
Poursuite de la hausse saisonnière des cours

L'amélioration nuancée du marché communautaire et l'offre toujours limitée en France bénéficient enfin au cours français. Quelles que soient les conformations, les cours des JB poursuivent leur remontée entamée timidement le mois dernier. Les cotations des JB U et R se sont appréciées de 7 et 8 centimes sur les quatre dernières semaines (+2%). A respectivement 4,03 €/kg de carcasse (+3% /2018 et -4% /2017) et 3,87 €/kg (+2% /2018 et -3% /2017) fin novembre (semaine 48), elles se situent toutes deux à des niveaux intermédiaires entre ceux des deux années précédentes. Si la cotation du JB O suit la même tendance (+7 centimes) à 3,27 €/kg en semaine 48, elle reste basse (-2% /2018 et -5% /2017), pénalisée par la morosité du marché des réformes.



Des abattages toujours en retrait, des effectifs allaitants qui s'étoffent

D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, sur les 4 dernières semaines connues (semaines 46 à 49), les abattages de JB de race à viande ou croisés ont à nouveau été en retrait (-7% /2018) comme ceux de JB laitiers (-7% /2018), mais avec un jour ouvré en moins.

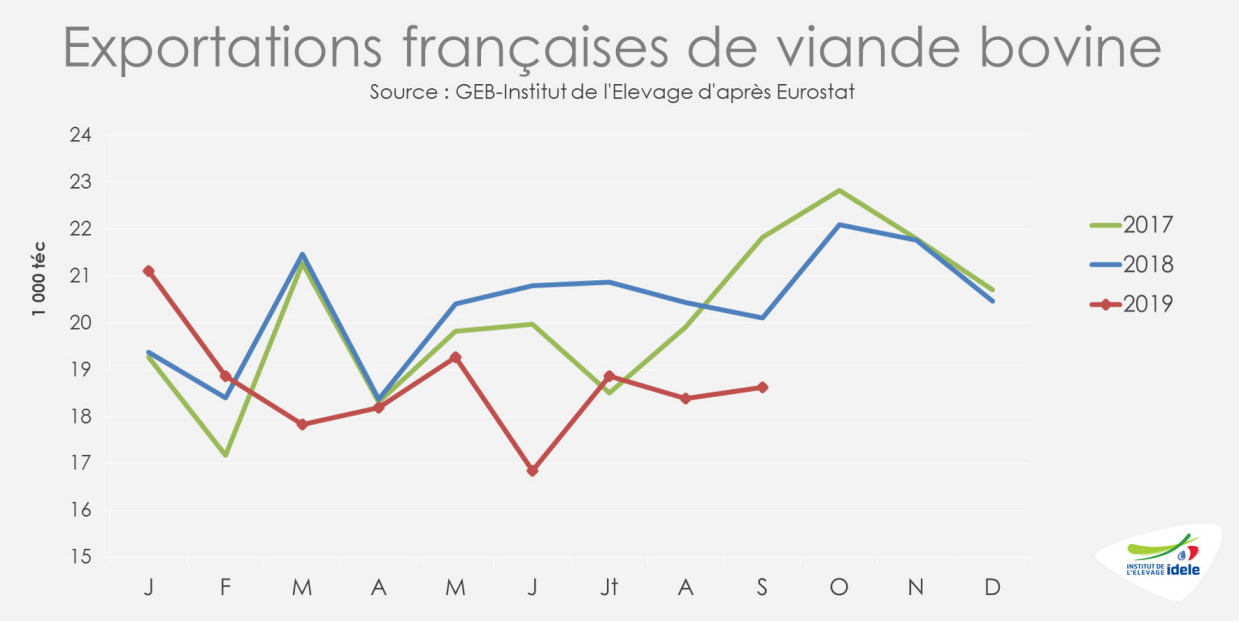


Les flux vers les abattoirs notamment en JB allaitants pourraient néanmoins évoluer dans les mois à venir. Si les stocks de bovins mâles de 18 à 24 mois en élevage étaient encore en retrait en type viande ou croisé au 1er novembre d'après la BDNI (-8 000 têtes ; -4% /2018), ce déficit est désormais bien moins élevé qu'il y a deux mois (-19 000 têtes au 1er septembre soit -11% /2018). Et les effectifs d'animaux plus jeunes de type viande ou croisé, âgés de 12 à 18 mois, sont eux en progression (+20 000 têtes ; +7% /2018).

En type laitier, les déficits d'effectifs restent marqués pour les 18-24 mois (-6 000 têtes ; -4%) comme pour les 12-18 mois (-5 000 têtes ; -6%).

Des exportations à nouveau en retrait sur le 3ème trimestre

Depuis le début de l'année les exportations françaises sont en retrait. Avec des disponibilités toujours limitées, le troisième trimestre 2019 ne déroge pas à la règle : de juillet à août, seulement 56 000 téc ont ainsi été expédiées (-9% /2018). En cumul depuis janvier, les exportations sont inférieures aux années précédentes (168 000 téc soit -7% /2018 et -5% /2017).



La majorité des destinations de la viande bovine française réfrigérée et congelée est concernée par cette baisse cumulée depuis le début de l'année : l'Italie (-9% /2018), l'Allemagne (-8%) et même la Grèce (-1%) qui résistait pourtant depuis le début de l'année.

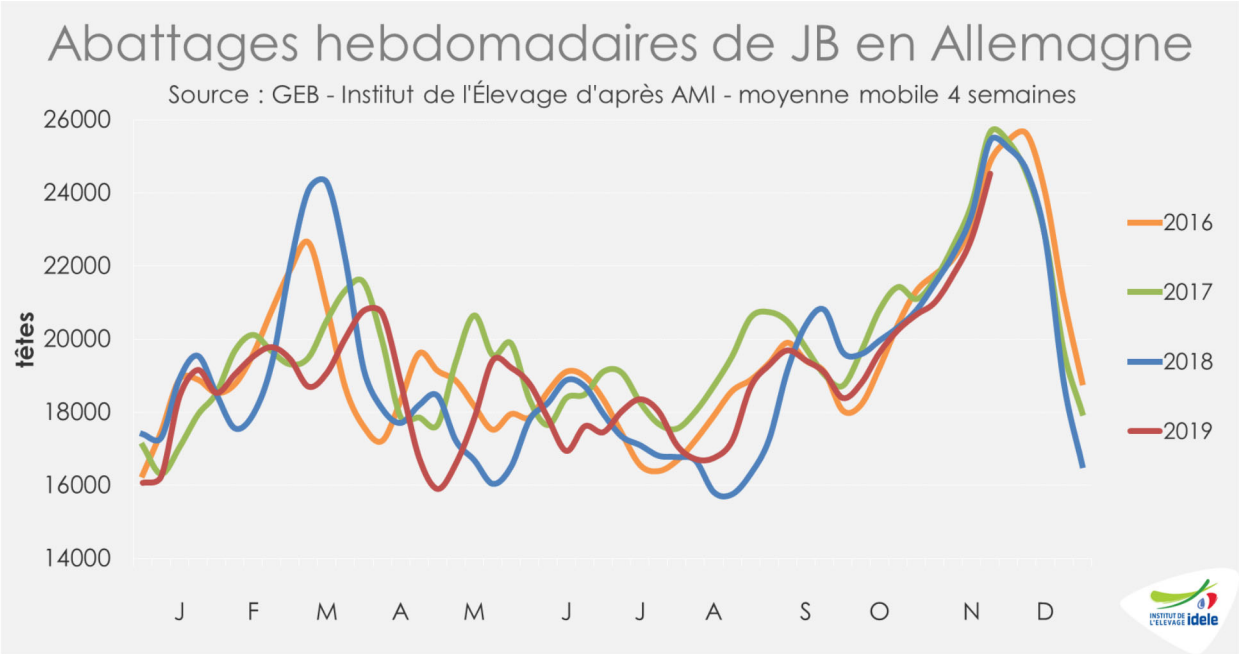
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Redressement des cours à des niveaux globalement faibles

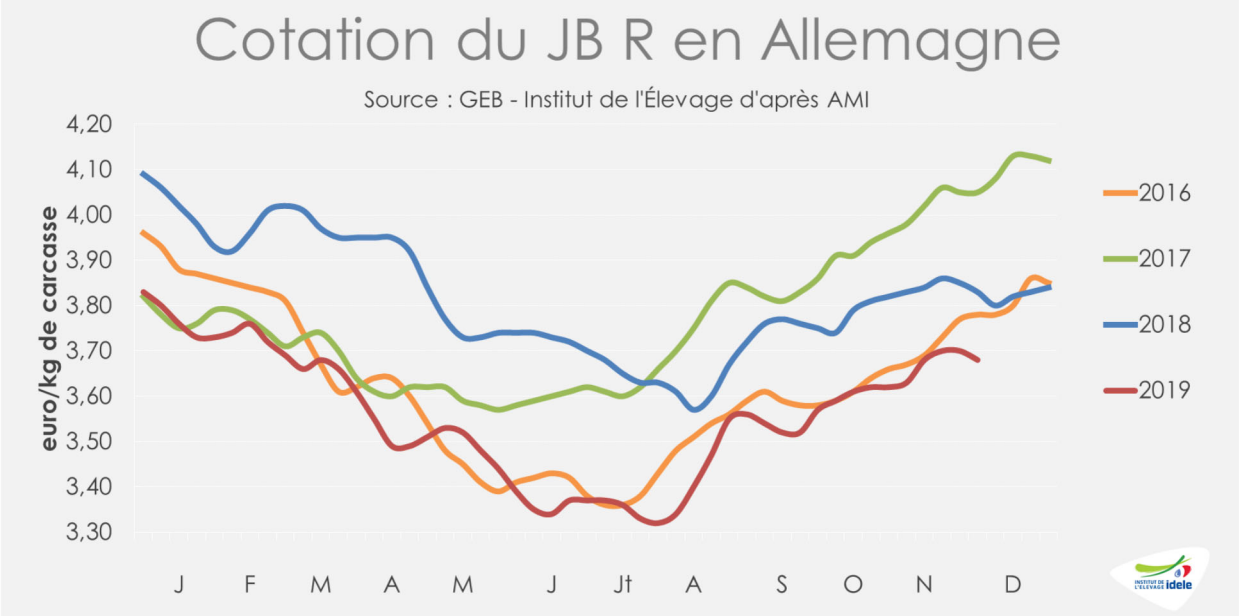
Après plusieurs mois de morosité, à l'exception de l'Italie, les cours semblent désormais se redresser. Mais les hausses sont timides et les prix restent globalement à la traîne. La consommation allemande redémarre timidement. La demande en viande polonaise semble repartir à la hausse après le creux causé par les scandales du début d'année. La hausse de production de JB en Irlande (en anticipation du *Brexit*) et en l'Espagne (après la perte du débouché turc pour le vif) participe néanmoins à l'alourdissement et la fragilité du marché européen du jeune bovin.

ALLEMAGNE : du mieux sur la consommation, des prix encore en retrait

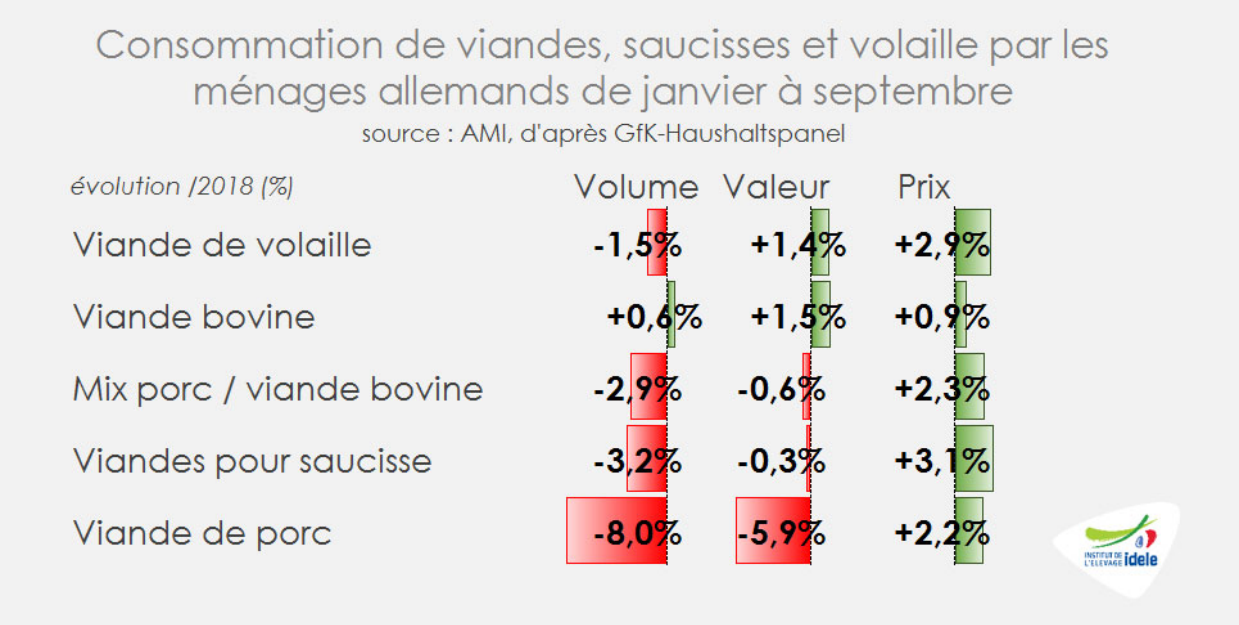
En Allemagne, les abattages de JB sont entrés dans le pic annuel habituel en amont des fêtes de fin d'année. Cependant, d'après l'indicateur hebdomadaire publié par AMI, le nombre de JB abattus sur les quatre dernières semaines connues (45 à 48) est tout de même en retrait par rapport aux années précédentes (-3 600 têtes soit -4% /2018 ; -4 500 têtes soit -4% /2017).



La remontée saisonnière des cours est toutefois timide. Ceux-ci restent inférieurs aux années précédentes pour toutes les conformations (-4% /2018 et -9% /2017) : le JB U atteint 3,74 €/kg de carcasse (+4 centimes en 4 semaines), le JB R 3,68 €/kg éc (+5 centimes) et le JB O 3,34 €/kg éc (+3 centimes). Début décembre, d'après les experts d'AMI, la demande des opérateurs est plus ferme en JB et le marché est équilibré.



Après avoir souffert en début d'année, la consommation de viande bovine progresse de nouveau. Calculée par bilan sur 8 mois, elle a atteint 780 000 téc (+1% /2018 ; +2% /2017) d'après Eurostat. D'ailleurs, d'après l'enquête par panel publiée par AMI, les achats de viande bovine par les ménages allemands dans les circuits de distribution classiques font mieux que résister sur les 3 premiers trimestres (+0,6% /2018 en volume et +1,5% en valeur), ce qui est profitable notamment à la viande de jeune bovin. Mais les achats de viande bovine transformée (viandes pour saucisses, mix porc/viande bovine) où la viande de réforme est plus généralement utilisée, sont en retrait.

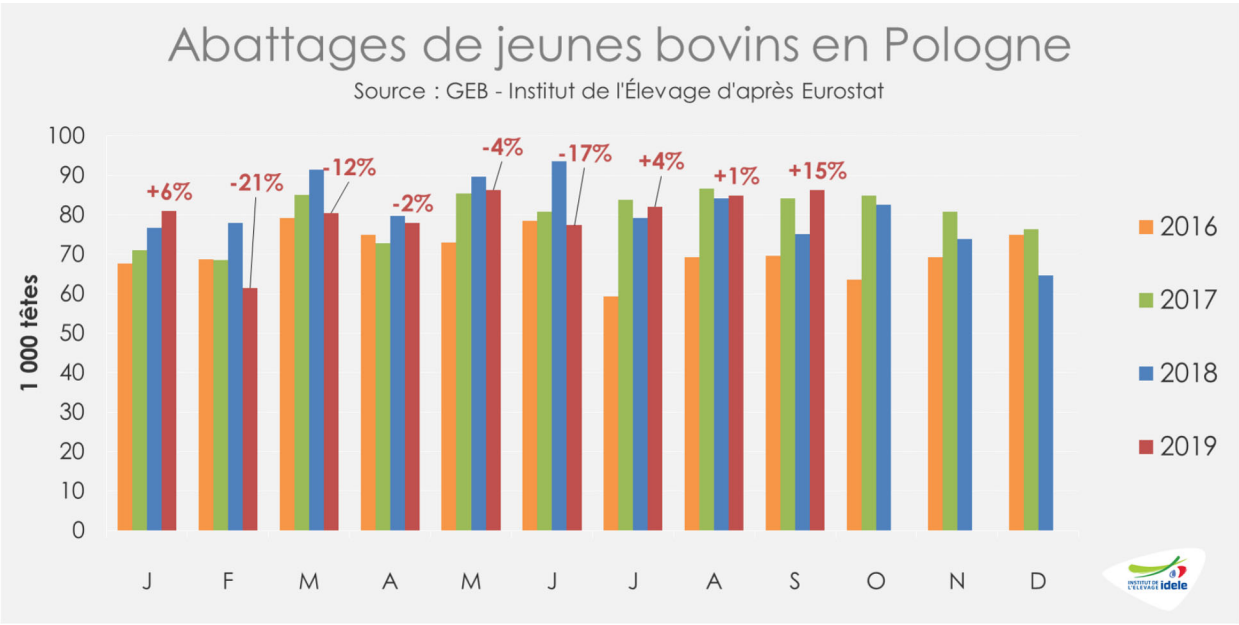


Depuis le début de l'année, les importations allemandes demeurent très limitées. Les achats de viande bovine réfrigérée et congelée étrangère enregistrent une baisse de 7% /2018, à 263 000 téc. Toutes les origines sont impactées.

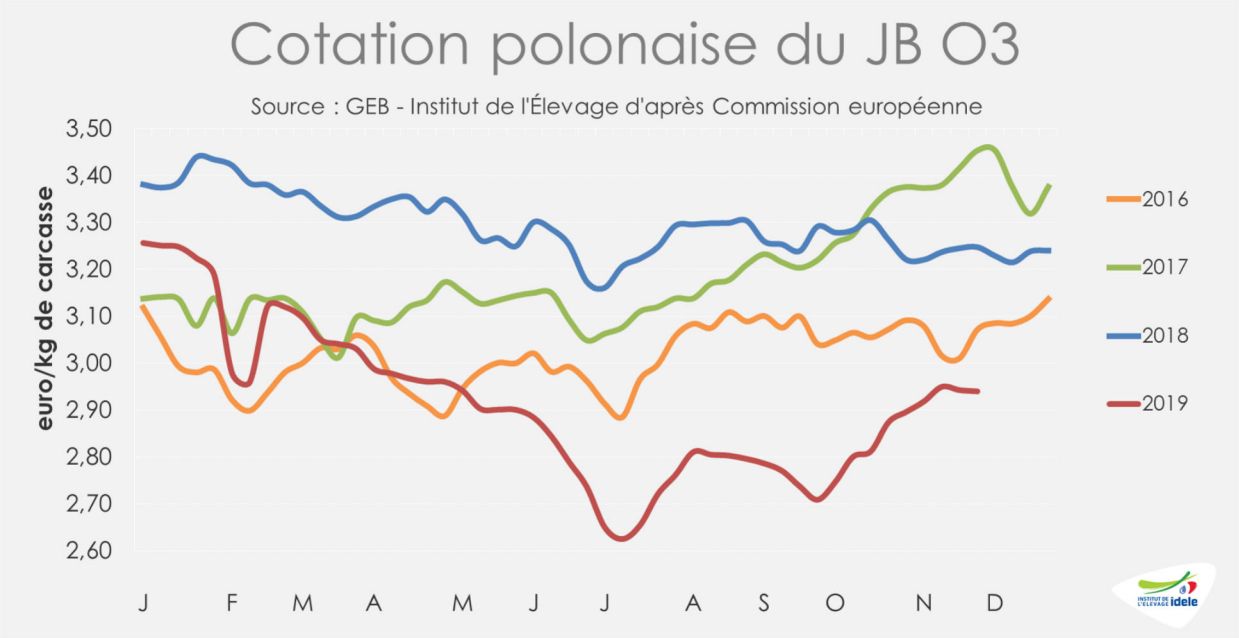
POLOGNE : abattages en hausse et redressement des prix

En **Pologne**, face à une demande européenne globalement en berne depuis les scandales du début d'année, les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée ont atteint seulement 282 000 téc sur les 8 premiers mois de l'année (-6% /2018 ; -4% /2017). Les abatteurs ont congelé d'importants volumes de viande face à l'encombrement du marché polonais du début d'année. Les envois de viande congelée ont atteint 88 000 téc sur 8 mois, soit +19% /2018 et +10% /2017.

Toutefois, la situation commence à évoluer et pour la 1ère fois depuis le début de l'année, les exportations de viande bovine polonaise réfrigérée et congelée ont globalement progressé en août (+5% /2018). Aussi, les abattages de JB étaient en hausse au 3ème trimestre 2019. En septembre, 86 000 jeunes bovins ont ainsi été abattus (+15% /2018).

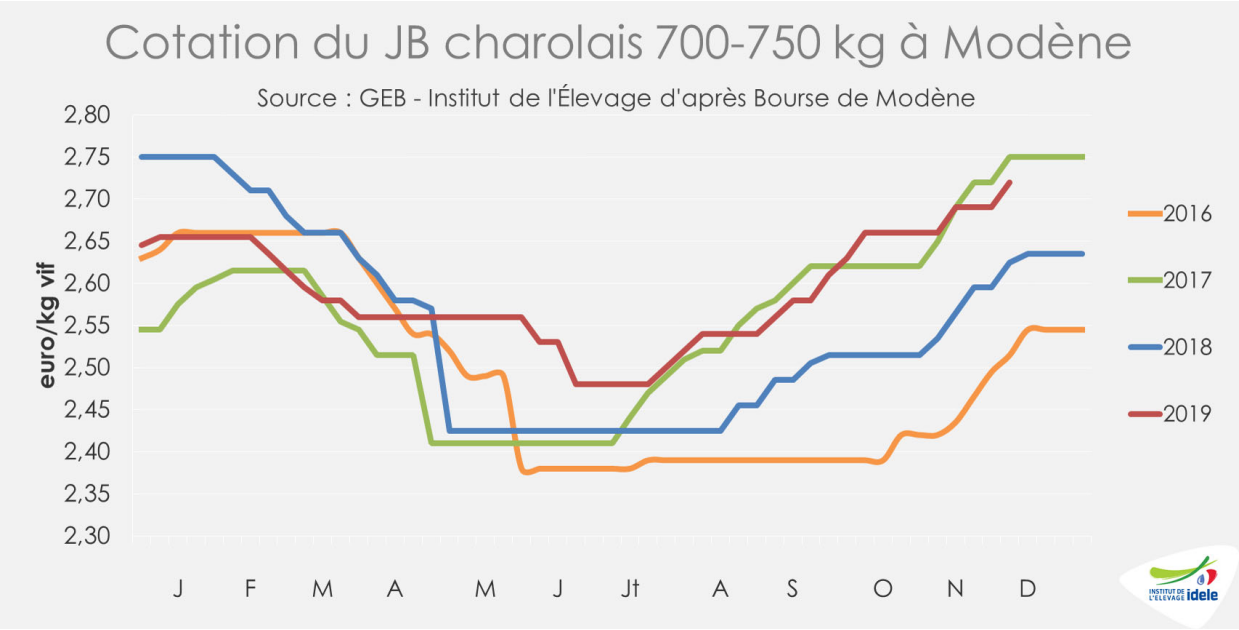


Les cours des JB se sont globalement redressés depuis le début de l'automne. D'après Eurostat, sur les quatre dernières semaines connues, la cotation du JB O s'est appréciée de 4 centimes (+2%) et celle du JB R de 3 centimes (+1%). A respectivement 2,94 €/kg éc (-9% /2018 et -15% /2017) et 3,01 €/kg éc (-10% /2018 et -15% /2017) début décembre, ces cours restent néanmoins inférieurs aux 3 années précédentes.

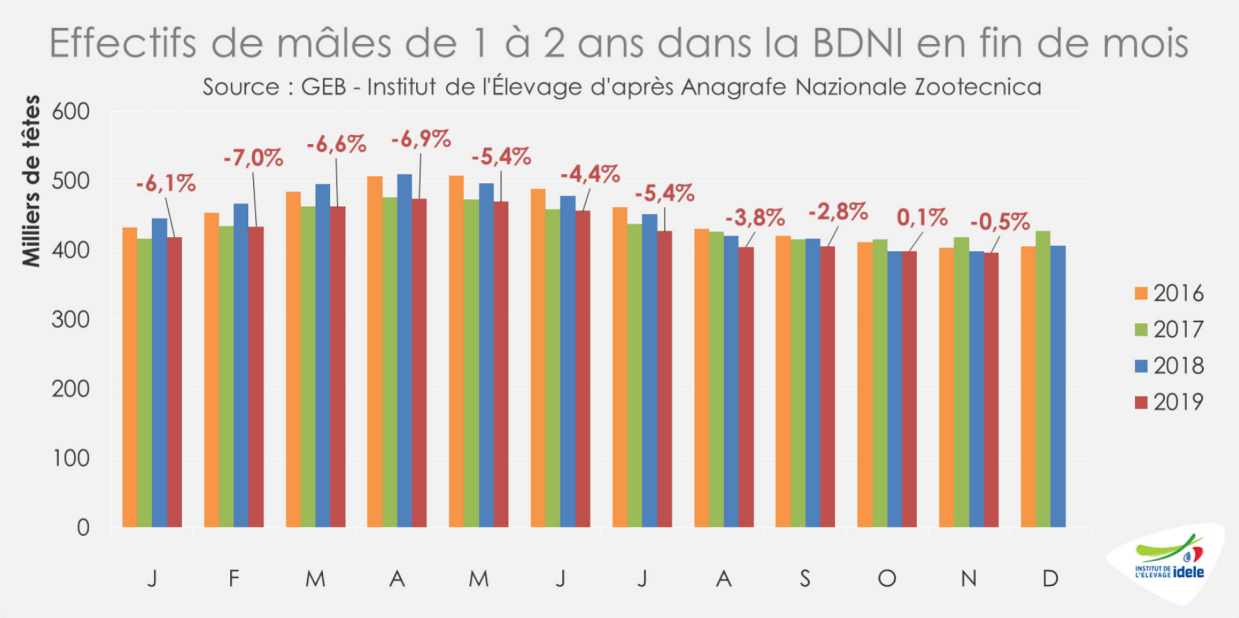


ITALIE : hausse saisonnière des cours

En Italie, les cours des JB mâles poursuivent leur hausse saisonnière. A 2,72 €/kg vif en semaine 49, la cotation du JB charolais de 700-750 kg à Modène a pris 6 centimes par rapport à la cotation quatre semaines plus tôt (+3% /2018 ; -1% /2017). La cotation du JB limousin de 600-650 kg a gagné 3 centimes à 2,85 €/kg (+2% /2018 ; +1% /2017). Face à une offre étoffée, les prix des jeunes femelles, Charolaises comme Limousines, sont également restés stables mais après des périodes de baisse liées à un déséquilibre demande/offre, à respectivement 2,59 € et 2,89 €/kg (-2% /2017 et 2018).



D'après la BDNI italienne, les effectifs de mâles de 1 à 2 ans présents fin novembre en élevage étaient plus étoffés que les mois précédents et proches des niveaux de l'année dernière (-0,5% /2018).

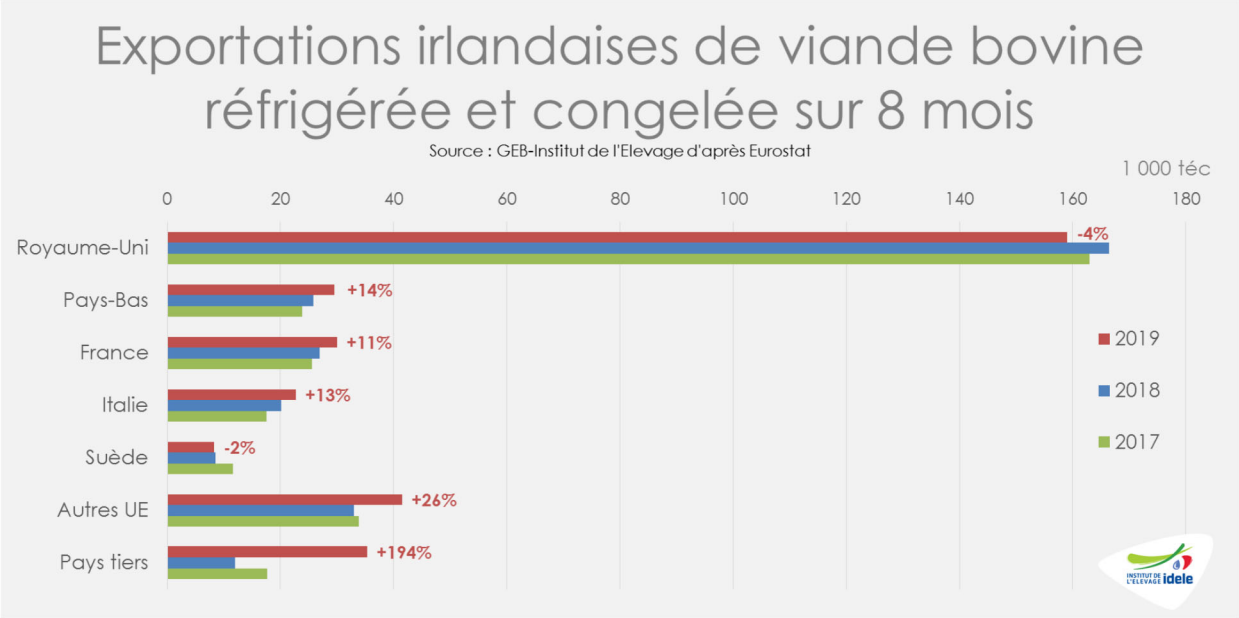


Côté consommation, les achats totaux de viande bovine ont progressé sur les 8 premiers mois de l'année 2019 (+2% /2018 en volume ; +3% en valeur), d'après les données du panel ISMEA-Nielsen. La consommation évolue notamment avec la progression de viande de femelle dans les achats et notamment d' « *hamburgers italiens de scottona* ».

Entre janvier et août, les importations italiennes de viande bovine réfrigérée et congelée ont été légèrement en retrait par rapport à l'année dernière (-1% /2018). Mais la France connait un recul plus marqué de ses exportations (-9%) face à la concurrence accrue d'autres fournisseurs européens comme la Pologne (+11%) ou l'Irlande (+10%).

IRLANDE : les cours toujours à la peine

En **Irlande**, en anticipation du *Brexit*, les envois vers le Royaume-Uni ont régressé sur les 8 premiers mois de l'année (-4% /2018 à 159 000 téc). En effet, sur la même période, on assiste à la progression des exportations de viande bovine réfrigérée et congelée vers les pays de l'UE continentale (+15% /2018 à 132 100 téc) et les pays tiers (x3 /2018 à 35 300 téc).

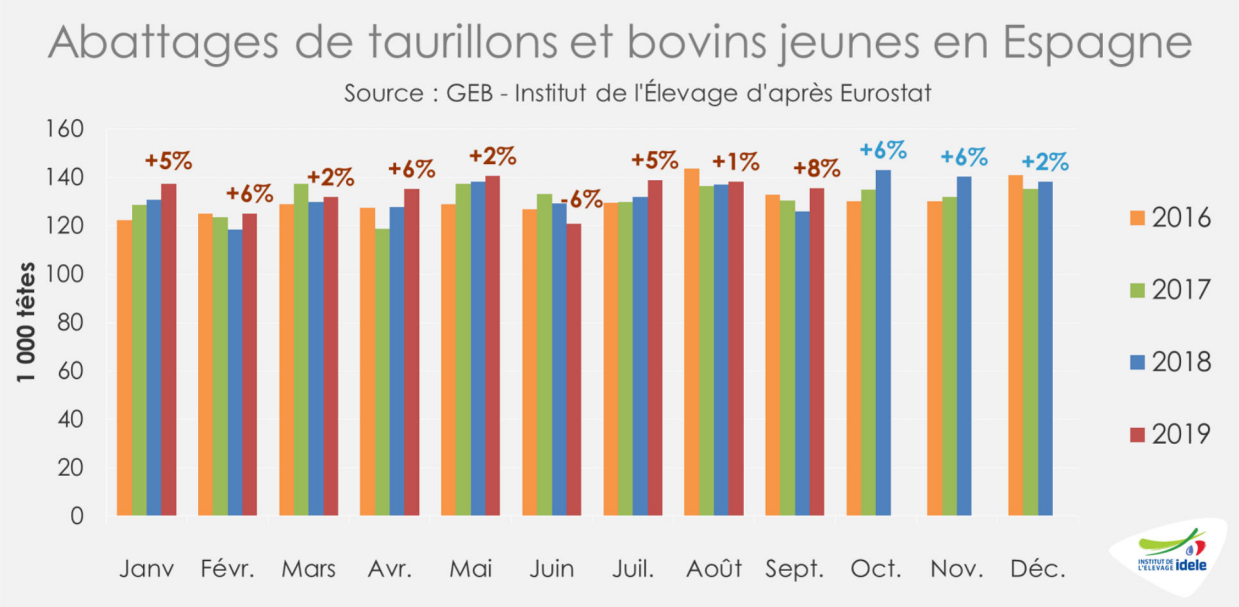


En effet, de nombreux éleveurs produisent depuis plusieurs mois des JB à destination de l'Europe continentale et la filière irlandaise cherche encore à diversifier sa clientèle. Depuis le début de l'année et malgré les blocages des abattoirs à la fin de l'été, les abattages de JB dans les établissements irlandais agréés à l'export ont progressé de +10% /2018 (de la semaine 1 à 48). Dans le même temps, les abattages de bœufs, principalement destinés au marché britannique, ont diminué de 9%.

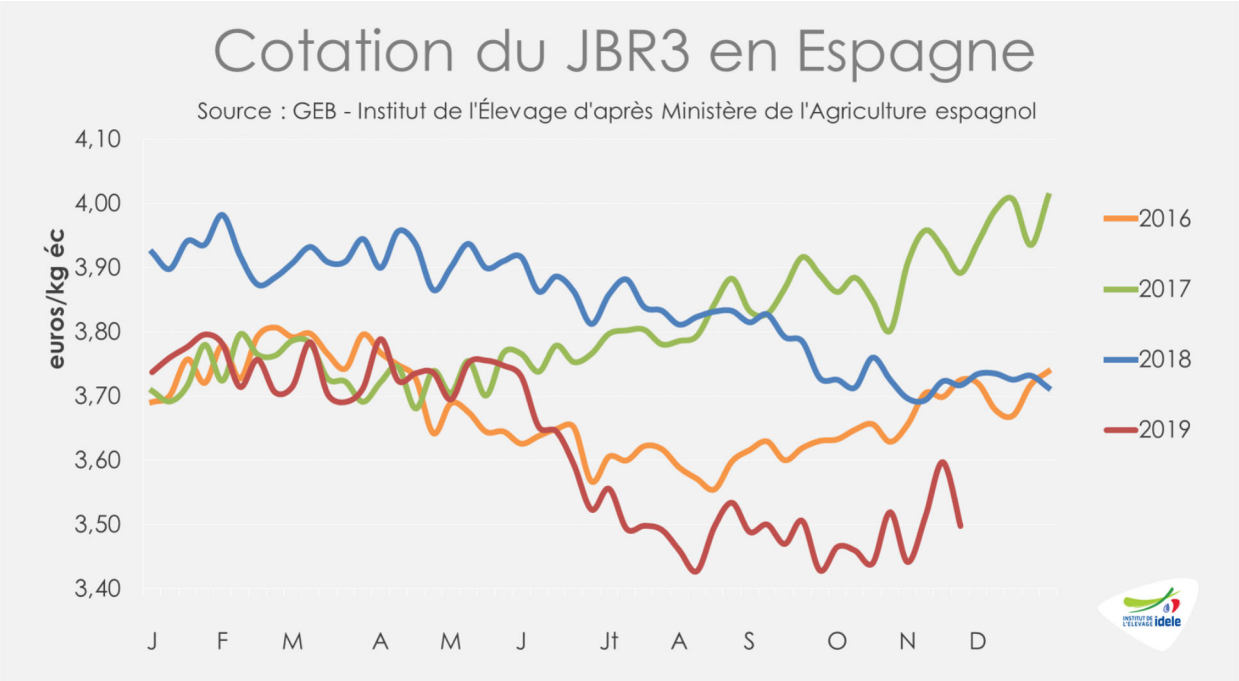
La situation des marchés bovins reste dégradée en Irlande. Après les abattoirs, ce sont désormais les distributeurs qui sont visés par les manifestations d'éleveurs. Début décembre, les éleveurs bovins de *l'Irish Farmers Association* (IFA) bloquaient des centrales d'achats de Lidl et d'Aldi, puis de Tesco. D'après la Commission européenne, la cotation du JB R est restée stable sur les quatre dernières semaines à 3,21 €/kg de carcasse début décembre (-11% /2018 et -14% /2017). Selon les opérateurs, la demande pourrait se raffermir dans les semaines à venir.

ESPAGNE : le surplus d'offre pèse encore sur les cours

En **Espagne**, les abattages de mâles restent orientés à la hausse depuis la perte du débouché turc pour le vif il y a environ un an. Les effectifs de jeunes mâles non castrés abattus ont à nouveau augmenté au 3ème trimestre. En septembre 2019, les abattages ont nettement progressé (+10 000 têtes, soit +8% /2018). Depuis le début de l'année, ce sont 35 000 têtes supplémentaires de mâles non castrés qui ont été abattus en Espagne (+3% /2018).



Logiquement, les exportations de viande bovine espagnole réfrigérée et congelée ont augmenté sur les 8 premiers mois de l'année (+15% /2018). Cette production supplémentaire destinée à un marché communautaire encombré pèse sur les cours. D'après les statistiques espagnoles, le cours du JB R a perdu 2 centimes en 4 semaines. A 3,50 €/kg de carcasse fin novembre, la cotation peine à se redresser et reste inférieure aux 3 années précédentes (-6% /2018 ; -10% /2017 et -6% /2016).



Viandes bovines » Femelles » France »

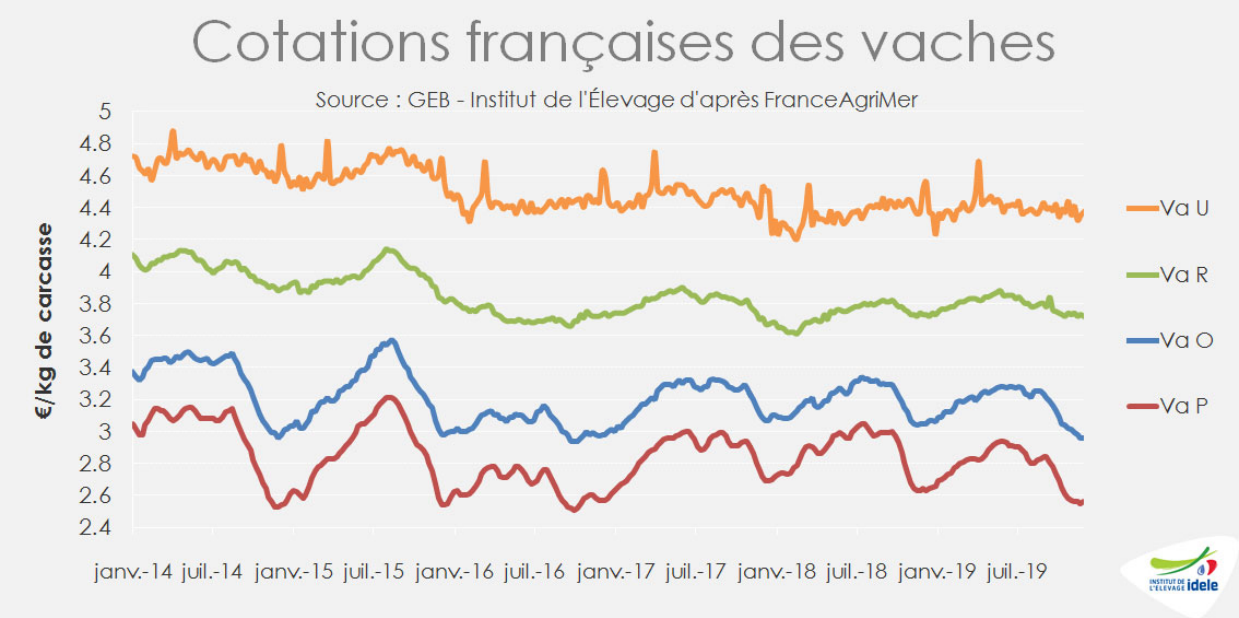
Prix dégradés, surtout en laitières

Malgré des abattages en net retrait, les cours des vaches laitières sont particulièrement dégradés, pâtissant d'un marché européen morose. Ceux des allaitantes résistent mieux mais restent sous pression. Dans les deux cheptels, la décapitalisation se poursuit.

Prix des laitières sous pression

Malgré une offre française en retrait, les cotations des vaches laitières ont enregistré une forte baisse saisonnière à l'automne et leurs cours sont particulièrement bas début décembre. La vache P cotait 2,55 €/kg de carcasse en semaine 48 (-3% /2018 et -7% /2017) et la vache O 2,96 €/kg (-3% /2018 et -5% /2017). Le marché européen déprimé (voir l'article sur les femelles en Europe), en particulier en Irlande et en Allemagne, nos deux principaux fournisseurs à l'import, fait pression sur le marché français.

La pression est moins forte sur les meilleures conformations bien que les prix restent bas. La vache R cotait 3,73€/kg début décembre (= /2018 et +1% /2017) et la vache U 4,35 €/kg (= /2018 et 2017).

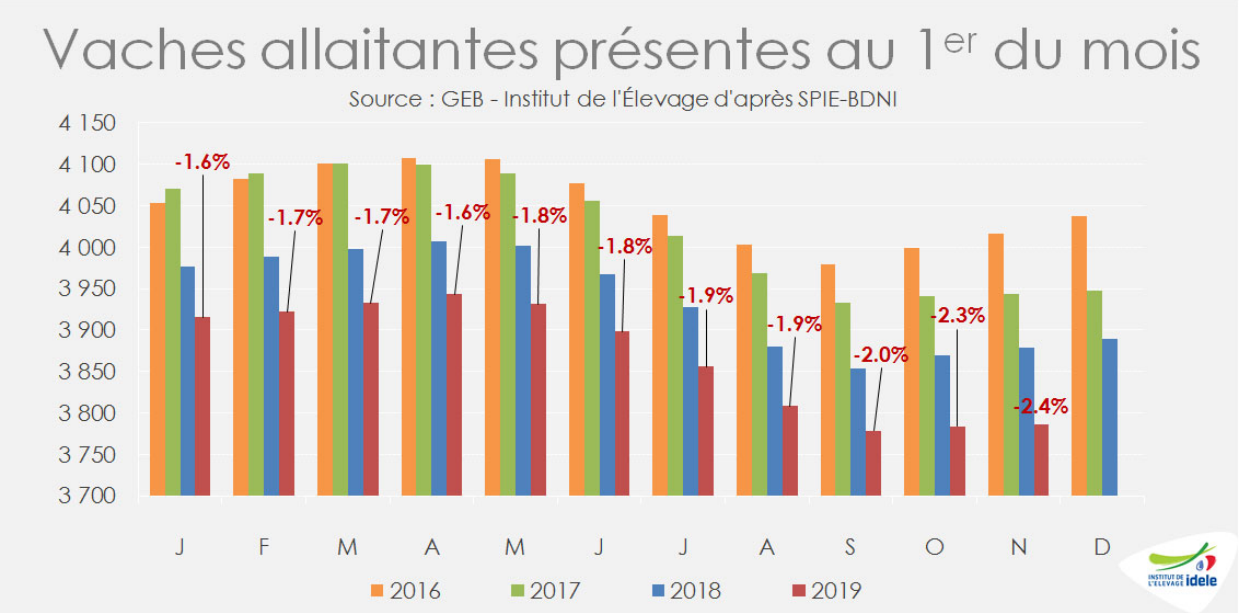


Abattages de laitières en baisse

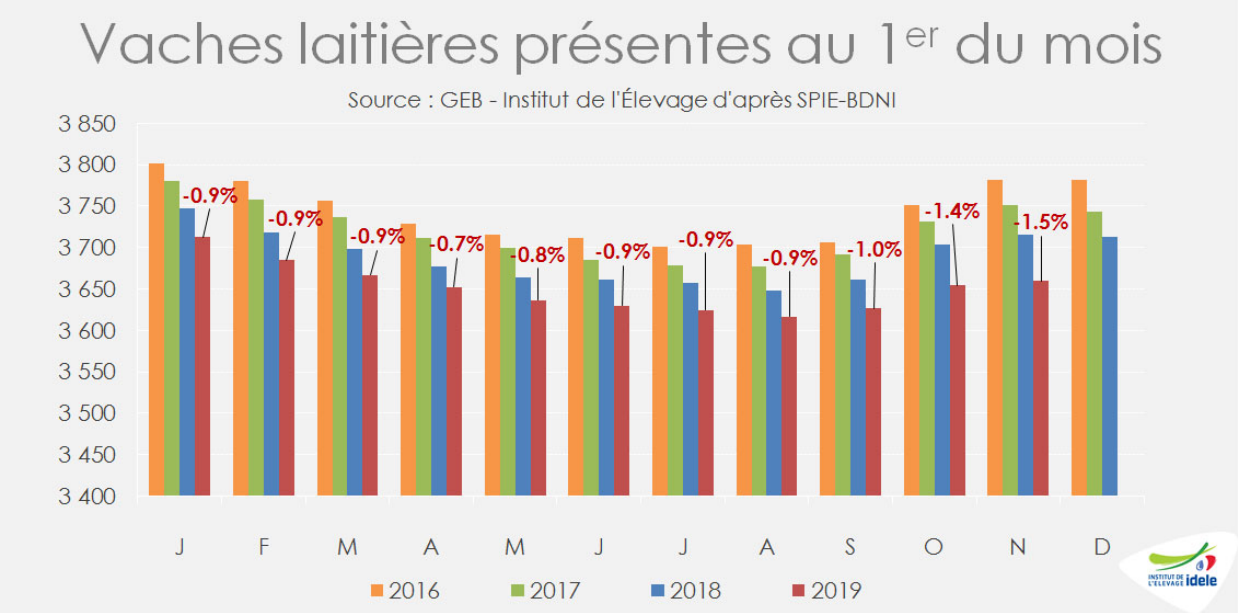
D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de vaches laitières sur les 4 semaines de novembre ont enregistré une baisse de 4% par rapport à 2018. En revanche, ceux de vaches allaitantes sont restés élevés (+1% /2018), alors même que le cheptel s'est déjà fortement réduit. Ceci laisse suggérer que la décapitalisation allaitante se poursuit, voire continue de s'accélérer.

Décapitalisation allaitante

La décapitalisation allaitante s'accentue encore. Le cheptel de vaches allaitantes comptait 3,79 millions de têtes le 1er novembre, soit 2,4 % de moins qu'un an plus tôt contre -2,0% au 1er septembre. En effet, les entrées dans le troupeau restent très limitées, alors que les sorties restent dynamiques.

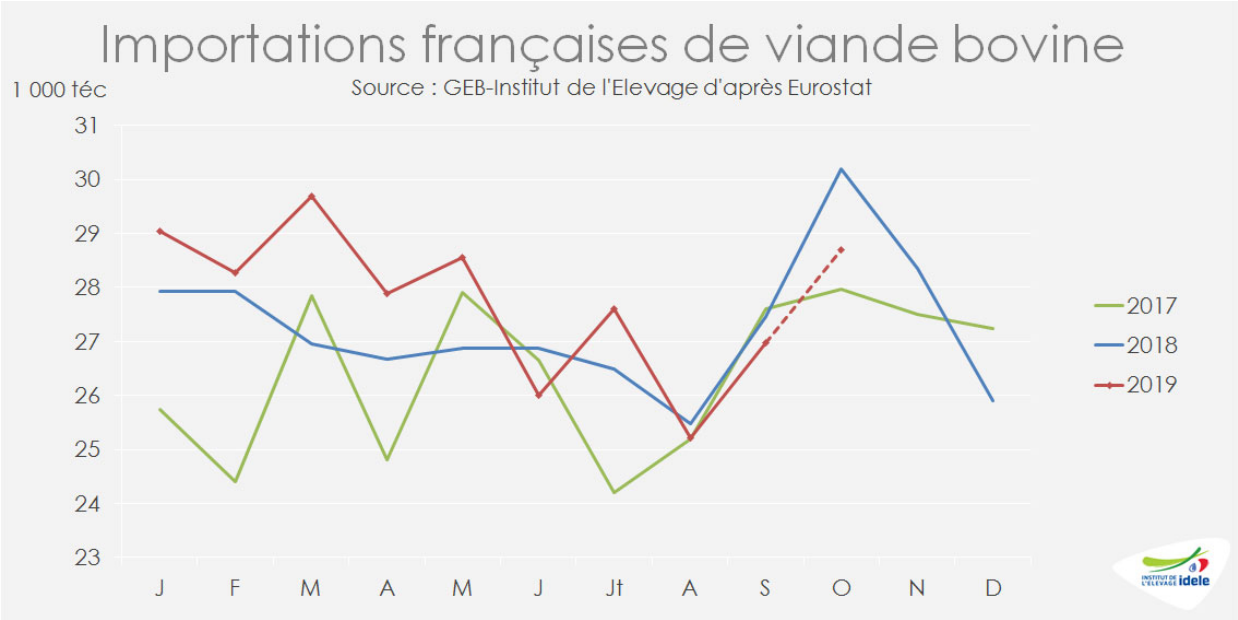


L'érosion du cheptel laitier s'accentue depuis le mois d'août. La baisse atteignait -1,5% au 1er novembre, contre 0,9% au 1er août. Le faible nombre de primipares ne compense pas les sorties même si celles-ci demeurent limitées.



Volumes importés en retrait depuis août, après un début d'année très fourni

En hausse de 4% par rapport à 2018 sur les 7 premiers mois de l'année, les importations françaises de viande bovine sont finalement tombées sous leur niveau de 2018 depuis août.

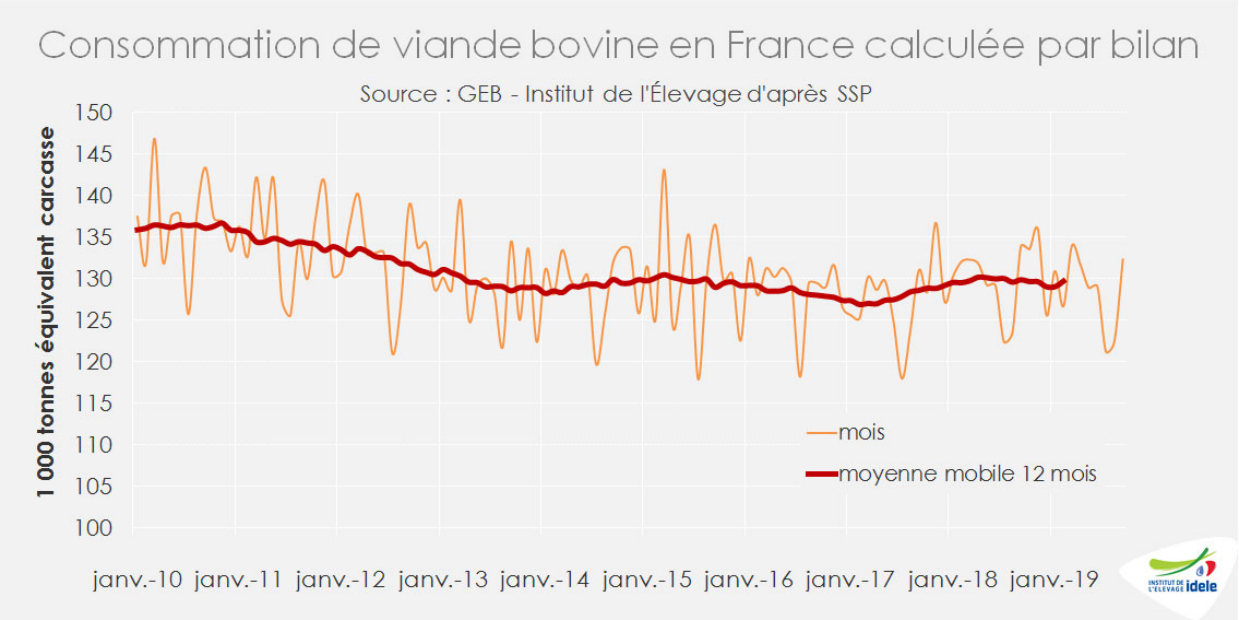


Le début d'année avait été particulièrement fourni, en particulier depuis l'Irlande, où l'offre était en forte hausse en raison d'abattages anticipés en prévision du *Brexit*, mais aussi parce que le débouché britannique a absorbé beaucoup moins de viande qu'en 2018 (voir l'article Europe). Les achats étaient également en hausse en provenance d'Allemagne et d'Italie sur les 7 premiers mois de l'année.

Depuis août, les importations sont moins dynamiques. Sur août-septembre, les achats à l'Irlande ont baissé de 7%, en lien avec les blocages d'abattoirs dans le pays, mais ceux à l'Allemagne se sont également réduits (-10%), de même que ceux à la Pologne (-28%) comme c'est le cas depuis fin janvier 2019, date du 1er scandale sanitaire de l'année ayant éclaboussé la filière polonaise. Le Royaume-Uni (+27%), l'Italie (+6%) et les Pays-Bas (+5%) en ont profité pour développer leurs ventes.

La consommation française se maintient

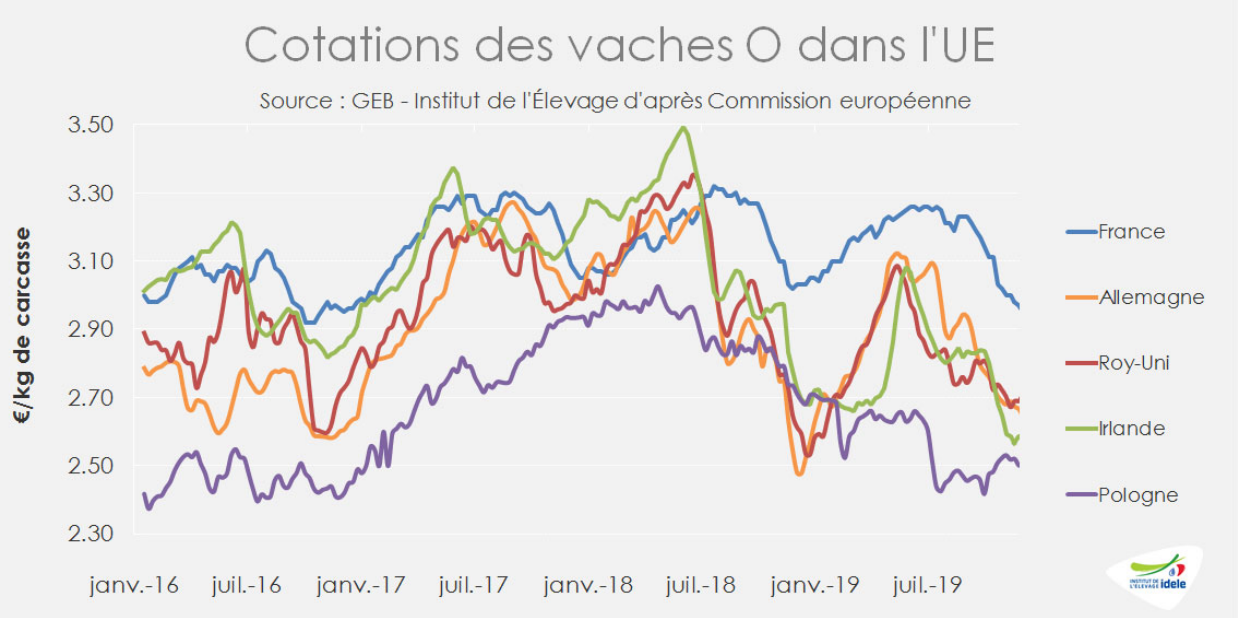
D'après le SSP, les disponibilités de viande bovine consommables en France sur les 9 premiers mois de l'année ont totalisé 1,157 million de tonnes équivalent carcasse (-0,6% /2018 et +1,7% /2017).



Viandes bovines » Femelles » Europe »

Marché lourd pour les femelles

Les cours restent bas, malgré des réformes globalement ralenties. La consommation britannique est en forte baisse. La colère des éleveurs irlandais est toujours vive. La remontée du prix du porc en Allemagne ne profite pas aux vaches.

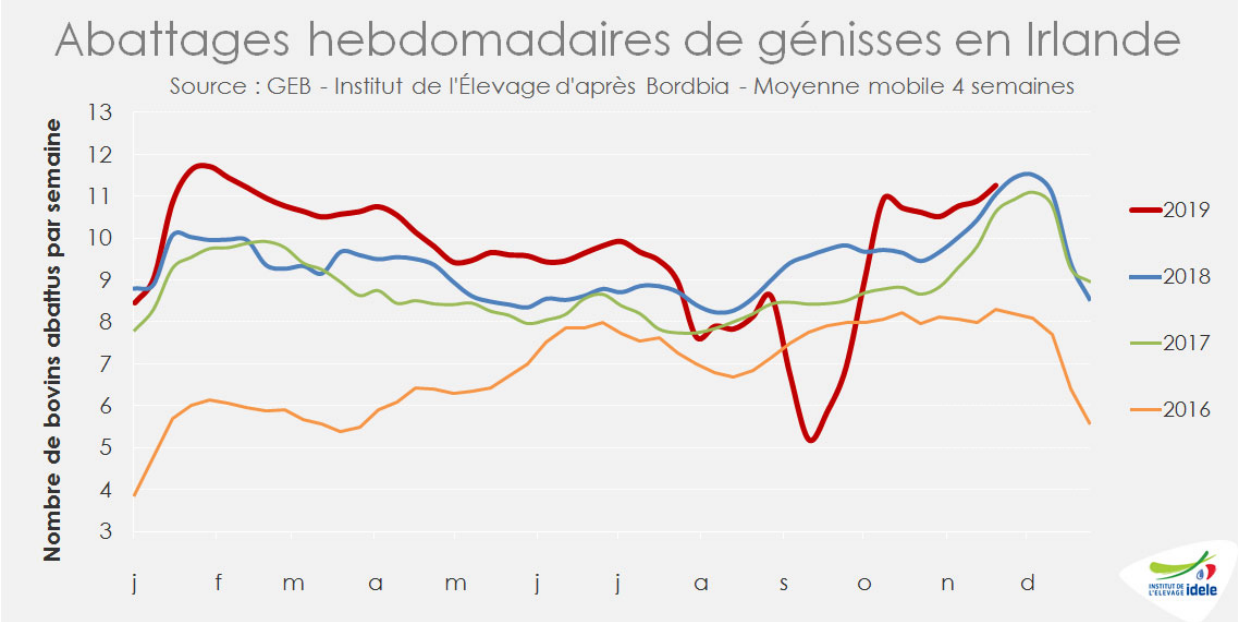


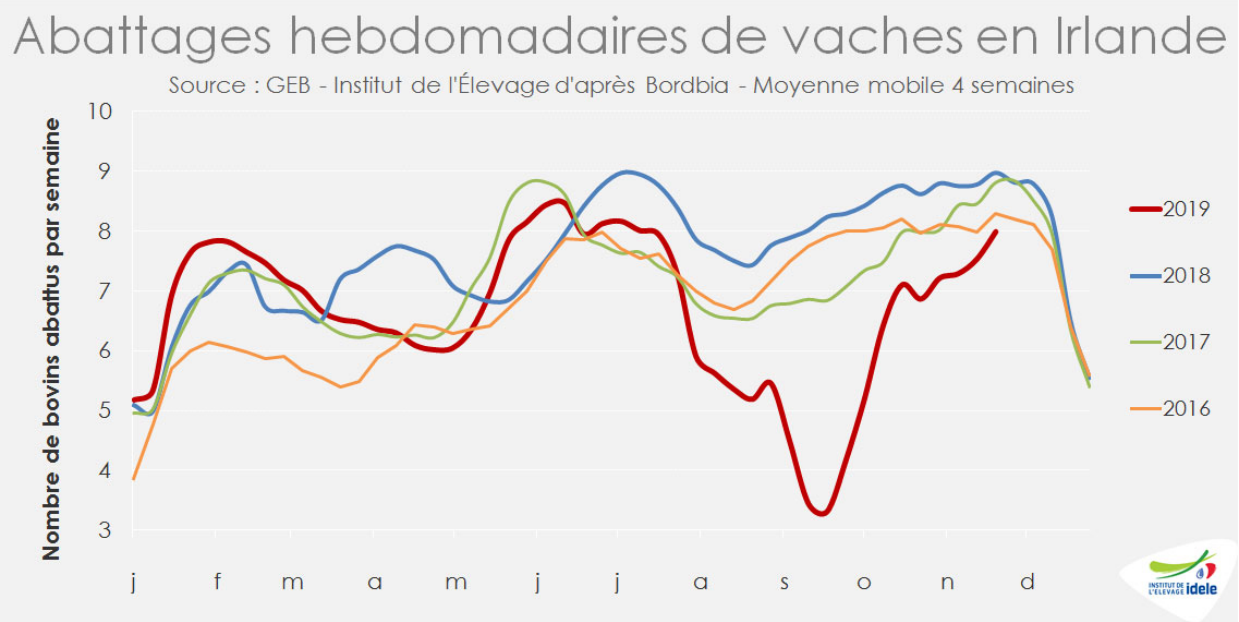
IRLANDE : Éleveurs en colère !

En **Irlande**, après avoir bloqué les abattoirs en août et septembre, les éleveurs bloquent actuellement les plateformes de distribution des enseignes de GMS : Aldi et Lidl début décembre, puis Tesco le 9 et Musgraves le 10 décembre. Ils leur reprochent de gagner de l'argent sur leur dos, l'écart de prix se creusant entre les cotations britanniques et irlandaises (lire l'article de agriland.ie).

Les cotations irlandaises sont en effet les plus déprimées d'Europe par rapport aux niveaux des années précédentes. Le cours de la vache O, à 2,59 €/kg fin novembre, se situait 5% sous son niveau de 2018 et 18% sous celui de 2017. La génisse R cotait 3,51 €/kg (-7% /2018 et -10% /2017) et le bœuf R 3,42 €/kg (-7% /2018 et -9% /2018).

Les capacités d'abattage sont actuellement prioritairement utilisées pour les bœufs et génisses, afin de rattraper le retard pris lors des blocages de septembre. Sur les 8 semaines d'octobre et novembre, le nombre de génisses abattues était en hausse de 7% /2018 et celui de bœufs de +3%. Les abattages de vaches restent en revanche très faibles pour la saison (-16% /2018 en octobre-novembre).





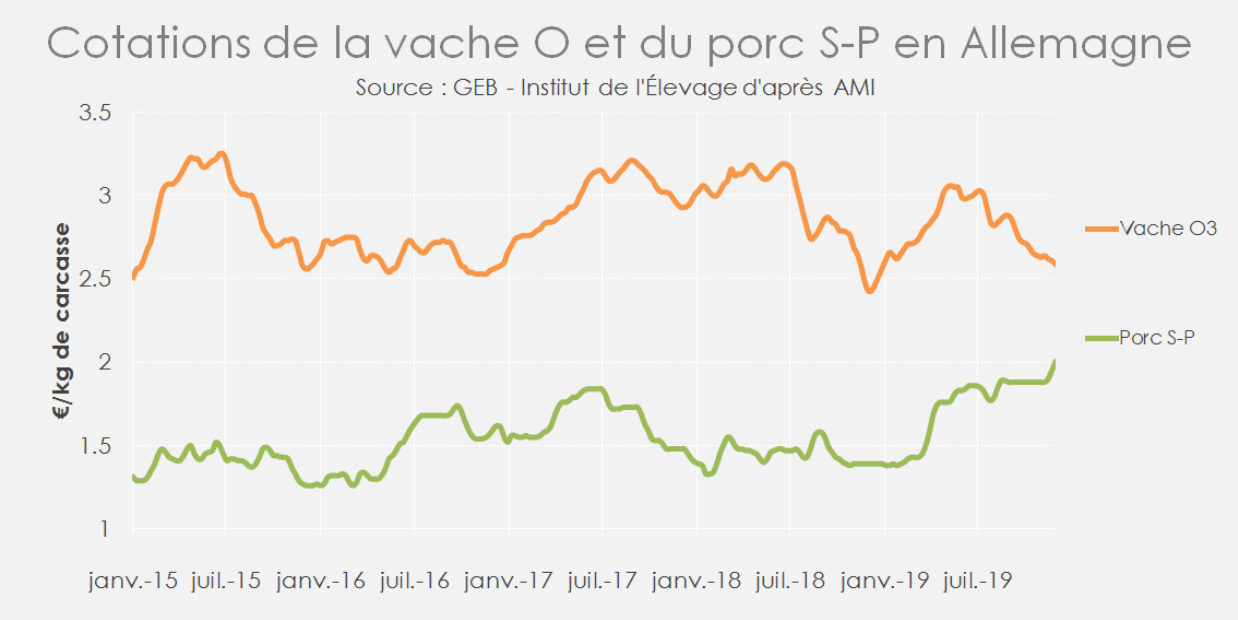
ROYAUME-UNI : vers une consommation en baisse de 7% en 2019

D'après le rapport *Outlook* d'AHDB de décembre, le bilan estimé pour 2019 fait apparaître une consommation nationale en baisse de 7% par rapport à 2018, à 1,104 million de téc. L'organisme précise que la baisse de consommation a été visible dans les achats des ménages comme dans le secteur de la restauration hors domicile. Les achats des ménages restent en effet en baisse en volume comme en valeur. D'après le panel Kantar, sur les 12 semaines finissant le 6 octobre, les achats de viande bovine fraîche et congelée ont diminué de 2%, dont -6% pour les viandes à rôtir, -6% pour les viandes à bouillir, -1% pour les pièces à griller et +0,5% pour la viande hachée.

La baisse de consommation au Royaume-Uni a fortement impacté le commerce extérieur : sur les 9 premiers mois de l'année, les importations ont chuté de 15% à 182 000 t de produit, dont 141 000 t en provenance d'Irlande (-8%), 11 000 t en provenance de Pologne (-16%) et 4 000 t en provenance d'Allemagne (-47%). A l'inverse, les exportations ont bondi de 21% à 98 000 t, dont 9 000 t vers la France (+30%) et 4 000 t vers l'Italie (+20%) et 18 000 t vers les pays tiers (+80%).

ALLEMAGNE : prix en baisse malgré la hausse des cours du porc

En **Allemagne**, le prix du porc s'envole. Il a bondi de 44% par rapport à 2018 et de 38% par rapport à 2017, en raison de la fièvre porcine africaine en Asie qui dope les flux commerciaux vers la Chine. Cependant, ceci semble n'avoir aucun impact sur le prix des vaches de réforme dont la viande est traditionnellement mélangée au porc dans la saucisserie et la viande hachée. Depuis début juillet, la vache O a perdu 44 centimes pour tomber à 2,59 €/kg de carcasse fin novembre (soit +7% par rapport au très mauvais niveau de 2018 et -12% /2017) et la vache P a chuté 34 centimes à 2,12 €/kg (+8% /2018 et -11% /2017).



Si la consommation allemande de viande bovine semble se redresser depuis l'été, cela bénéficierait plutôt à la viande de jeunes bovins (voir l'article sur les jeunes bovins), les viandes de mélange semblant être boudées par les ménages. La baisse de la demande allemande pour la viande de transformation et la concurrence accrue de la viande irlandaise font pression sur les cours.

POLOGNE : Les prix des vaches restent déprimés

En **Pologne**, les prix des vaches sont toujours au plus bas, malgré des abattages restreints. Ils ne se remettent toujours pas des scandales sanitaires de début d'année. La vache O polonaise cotait 2,51 €/kg fin novembre (-7% /2018 et -14% /2017).

Viandes bovines » Maigre »

Marché à l'équilibre

Après une baisse saisonnière nette cet été, les cours des broutards se sont stabilisés sous l'effet d'une demande ferme à l'export et d'une offre limitée qui ne devrait pas progresser dans les mois à venir. En octobre, les envois indiquent un plafonnement de la demande italienne en femelles.

Les cours sont reconduits

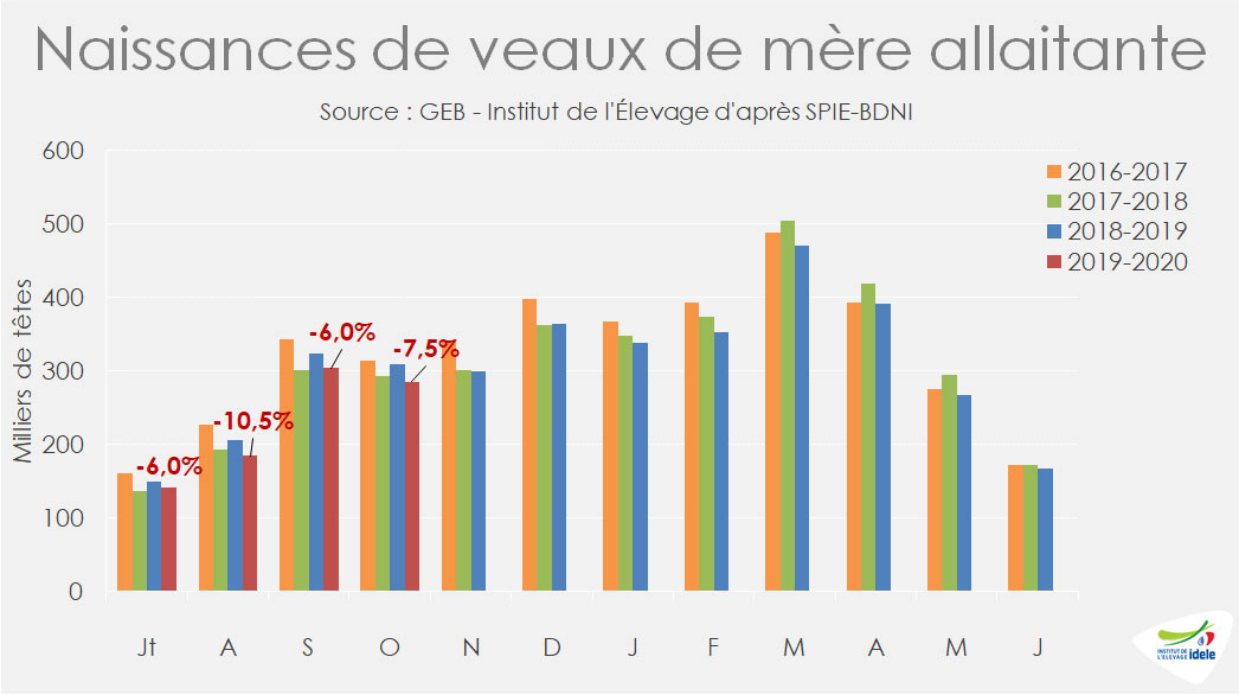
Après un début d'année positif, les cours des broutards ont connu une baisse saisonnière estivale précoce et marquée, avant de se stabiliser à partir de septembre. Le Charolais U de 450 kg cotait 2,58 €/kg vif en semaines 47 à 49, en repli de 9 cts par rapport à 2018 (-4% /2018 et +1% /2017). De même, le cours du Charolais U de 350 kg s'est établi à 2,41 € /kg en semaine 49 (-4% /2018 et +1% /2017). A 3,05 € kg, le cours du Limousin E de 300 kg était en hausse de +2% /2018 tandis que celui du croisé U de 300 kg était en repli de -8% /2018 à 2,67 €/ kg.

Stables et élevés depuis 2018, les cours des femelles ont connu une légère baisse à l'automne sous l'effet du plafonnement de la demande italienne, avant de se stabiliser. La Charolaise U de 270 kg a perdu 10 cts par rapport au mois d'août et elle cotait 2,56 €/kg en semaines 46 à 49 (-3% /2018). En race limousine la baisse des cours est moins évidente.

Le recul de l'offre s'accentue

Au 1er novembre, le stock de mâles allaitants de 6-12 mois était de 790 000 têtes, en recul de 2% par rapport au stock déjà très faible de 2018, marqué par la chute des naissances en 2017. Ce repli est davantage marqué par rapport aux années antérieures, de -6% /2017 et -7,5% /2016. La baisse des effectifs de Charolais (-4%) et de Blonds (-2%) est plus nette que dans les autres races (Limousins = /2018).

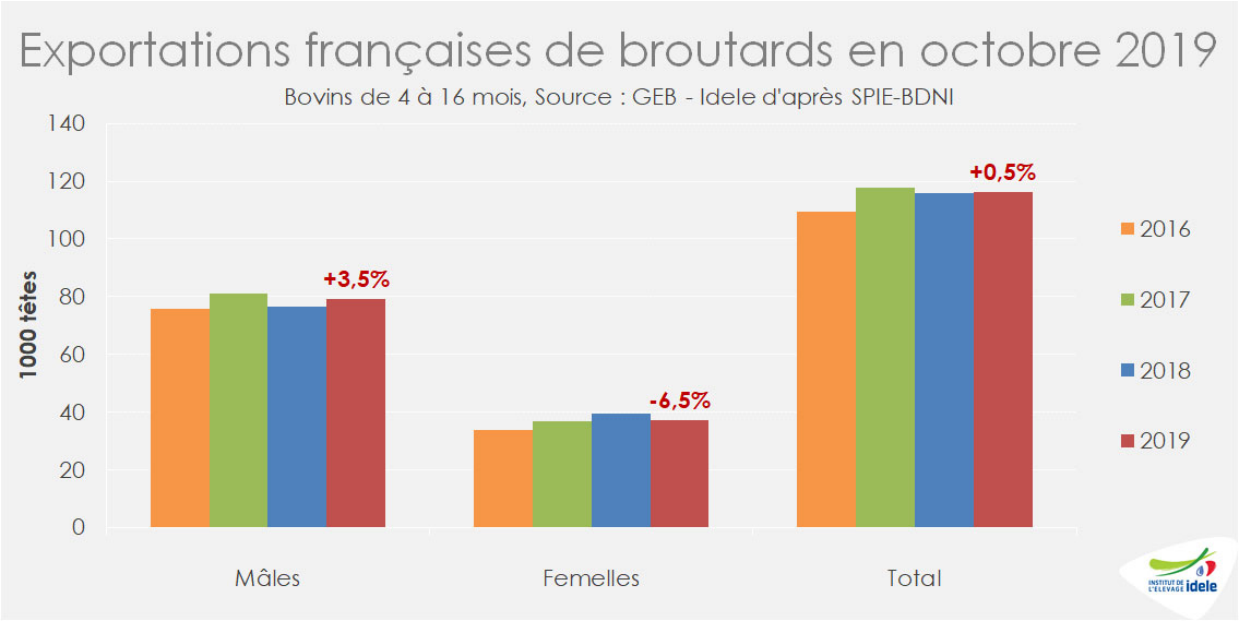
L'offre en broutards devrait rester allégée dans les mois à venir. Avec 628 000 têtes, le stock de mâles allaitants de 0-6 mois a fortement reculé, de -6,5% /2018, -1,5% /2017 et -10% /2016. Les naissances de veaux issus de mère allaitante sont en fort repli, de -7,5% /2018 depuis le mois de juillet, en lien pour partie avec le recul du cheptel de vaches de -2,4% /2018 au 1er novembre.



La demande reste ferme et s'oriente vers les mâles en octobre

Les cours des JB sont toujours élevés en Italie, principal acheteur de broutards français, mais le manque de places à l'engraissement limiterait la demande tandis que le marché espagnol reste encombré. En octobre, pour la 1ère fois depuis des mois, les envois de mâles de 4 à 16 mois ont progressé à 79 000 têtes (+3,5% /2018), tandis que ceux de femelles ont fléchi à 37 000 têtes (-6,5% /2018). Ensemble, 962 000 bovins de 4 à 16 mois ont été exportés en 10 mois (+2,5% /2018), tirés par la hausse des envois de femelles (+6% soit 35% des effectifs) alors que ceux de mâles se maintenaient (+0,5%).

L'évolution du ratio mâles/ femelles est liée au développement du marché de la génisse en Italie. D'après les opérateurs italiens, le développement du segment haut de gamme de viande de *Scottona* (génisse) a atteint un plafond à l'automne après sa mise en place il y a 4-5 ans par les principaux distributeurs. La rentabilité de l'engraissement de femelles s'est également rapprochée de celle de JB suite à la baisse des cours des génisses grasses en Italie.



Une demande algérienne ferme mais jusqu'à quand ?

Malgré les troubles politiques, la demande algérienne est restée dynamique durant toute l'année 2019. D'après les douanes, 6 000 animaux y ont été expédiés en octobre (x5 /2018) portant le total sur dix mois à 46 800 têtes (+72%). Dans une moindre mesure, le marché tunisien était demandeur avec 6 400 têtes achetées sur 10 mois (+19% /2018), tandis que le marché marocain importait 2 200 broutards (-19%).

Si le marché algérien a absorbé en 2019 des effectifs importants de broutards avec une préférence pour les animaux lourds de race Aubrac, la demande est plus incertaine début 2020. Outre l'actualité houleuse avec la tenue d'élections contestées par une partie de la population, de nouvelles conditions sur l'importation de bovins vifs entrent en vigueur en décembre.

Les broutards envoyés ne devront pas excéder 450 kg vif et 14 mois. En début d'année, alors que l'offre française est minimale et que les animaux envoyés sont généralement les plus lourds, cette nouvelle contrainte pourrait pénaliser les cours.

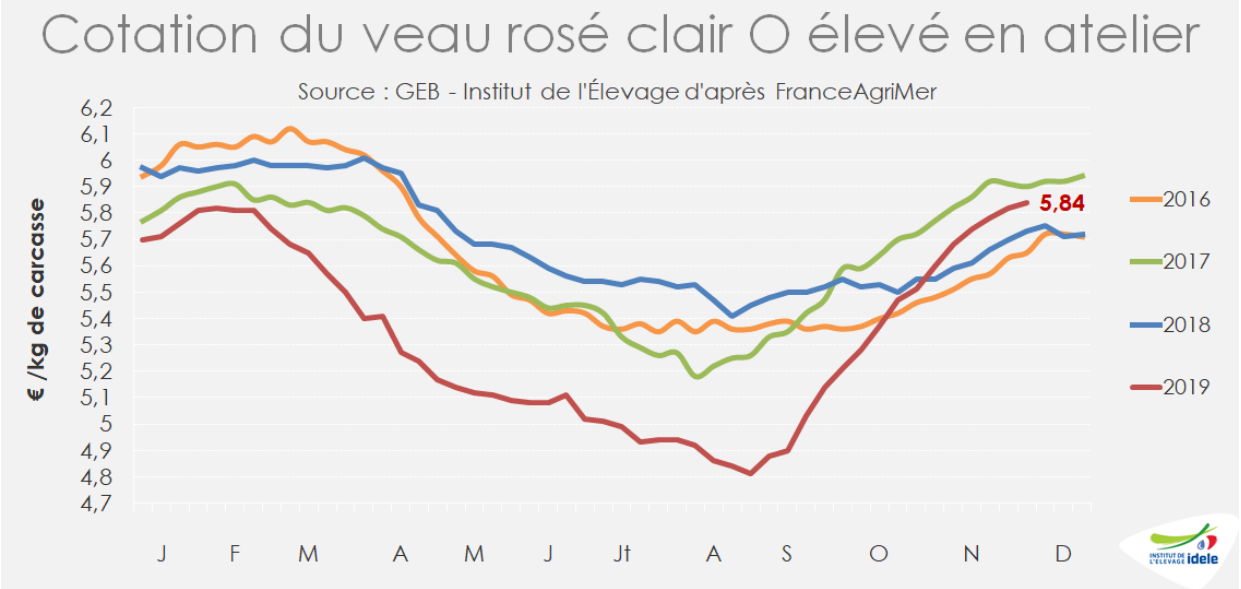
Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Un marché assaini

Après deux trimestres difficiles, le marché du veau de boucherie s'est renversé : l'offre en recul a rencontré une demande plus ferme dès septembre. Ce qui a permis une forte remontée des cours et le retour à la normale des poids carcasses. La hausse des cours serait toutefois terminée.

Stabilsiation des cours

En semaine 49, la cotation du veau de boucherie rosé clair O a atteint 5,84 €/kg de carcasse, un niveau voisin des années précédentes (+2% /2018 et -1% /2017). Selon les professionnels les prix des veaux seraient en train de se stabiliser après une progression impressionnante depuis la semaine 34 : +1,03 €/kg. La situation est identique pour la cotation du veau R rosé clair, qui a bondi de 86 centimes en 15 semaines, à 6,33 €/kg en semaine 49 (= /2018 et +0,5% /2017).



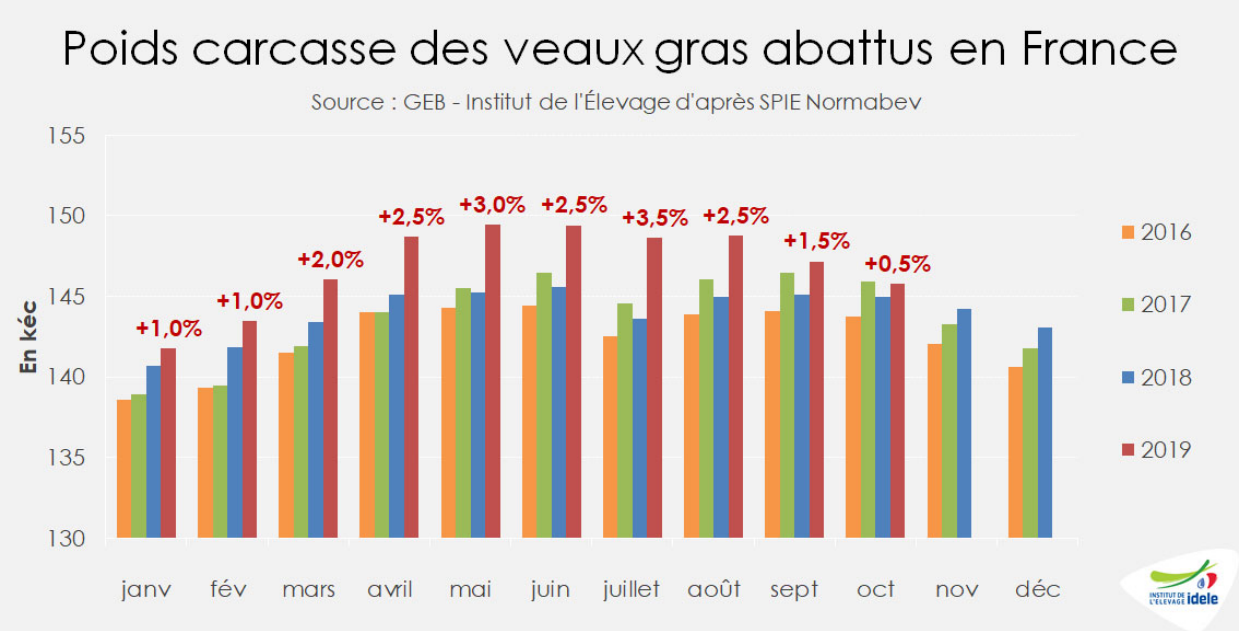
Il est habituel d'observer une remontée des cours du veau de boucherie entre septembre et novembre. Cette période est marquée par la réouverture de nombreux établissements de restauration collective et par le retour d'une météo automnale propice à la consommation de veau. La hausse saisonnière de 2019 a toutefois été exceptionnellement forte pour deux raisons principales : d'une part les cours partaient d'un niveau historiquement bas, et d'autre part la reprise de consommation a rencontré une offre peu abondante.

Des abattages en net retrait au 4ème trimestre

Les effectifs de veaux gras abattus en France (corrigés des variations journalières) ont reculé de 5%, à 108 500 têtes en octobre 2019. Cette chute des abattages devrait s'amplifier en novembre selon les premiers chiffres disponibles et perdurer au moins en décembre. Les abattages du dernier trimestre correspondent aux mises en place de veaux du 2ème trimestre. En 2019 ces mois étaient marqués par l'amplification de la crise du veau, avec une cotation en forte baisse et des abattages très retardés. Cette situation a doublement pénalisé les mises en place, la chute des cours décourageant les intégrateurs et les retards de sorties limitant les rotations dans les ateliers. Au final les abattages de veaux au 4ème trimestre devraient reculer de plus de 5% /2018.

Normalisation des âges et des poids

L'alourdissement et le vieillissement des veaux abattus sont des tendances de fond dans la filière veau, que la crise du veau a momentanément amplifiées. En août 2019 les veaux abattus en France étaient en moyenne âgés de 191 jours (+7 jours /2018) et pesaient 149 kgéc (+4 kgéc /2018). En octobre la situation semble en voie de normalisation, avec un âge moyen de 187 jours, soit « seulement » 2,5 jours de plus qu'en 2018 et un poids moyen de 146 kgéc, soit +0,75 kgéc /2018.



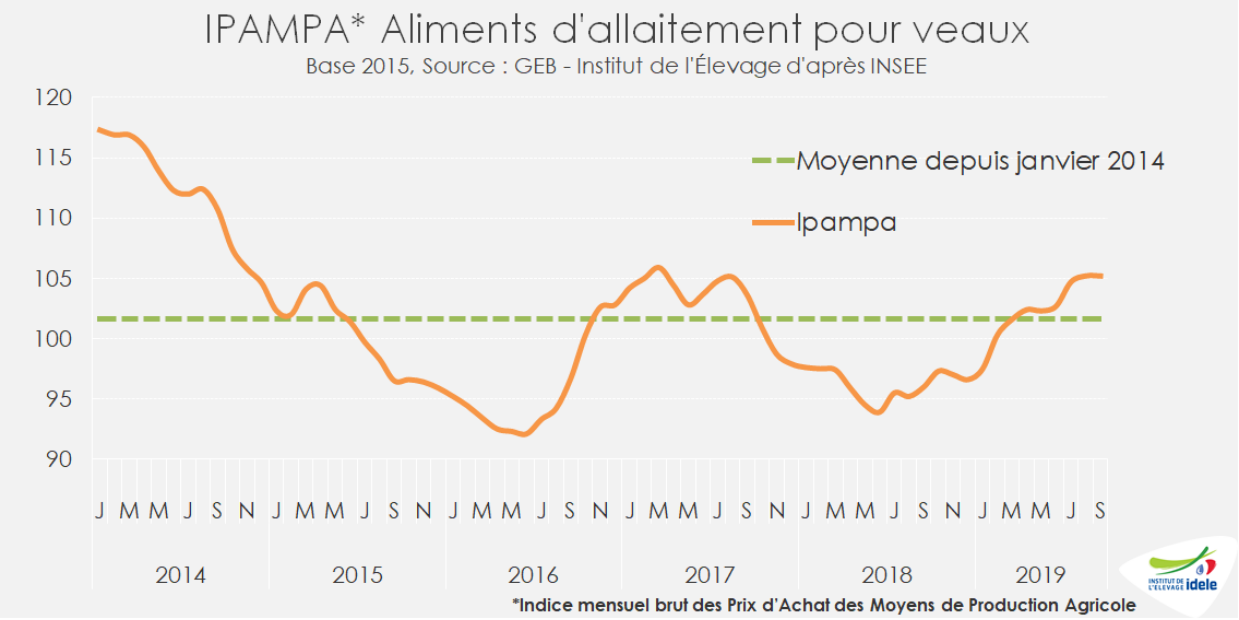
Ce retour à la normale de l'âge et du poids des veaux confirme un équilibre offre/demande sur le marché beaucoup plus favorable aux intégrateurs qui doivent même abattre les animaux plus précocement pour coller au mieux à la demande.

Une situation similaire ailleurs en Europe

La situation de la filière veau de boucherie s'est également fortement améliorée aux Pays-Bas et en Italie. Les Pays-Bas bénéficient de la reprise de la consommation en France et surtout en Italie. Les cotations du veau de boucherie connaissent partout une forte hausse saisonnière (voir Tendance numéro 306).

Des intrants en hausse

D'après les indicateurs disponibles, les coûts de production du veau de boucherie sont en hausse. L'IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux a atteint 105,5 points en octobre, soit 8 points de plus qu'en 2018. Cet indicateur, qui n'avait pas atteint ce niveau depuis 2017, se maintient depuis juin au-dessus de sa moyenne depuis 2014. Par ailleurs la cotation française de la poudre de lactosérum pour alimentation animale poursuit son redressement entamé en septembre : à 674 €/t elle reste à -11% /2018 mais +23% /2017.



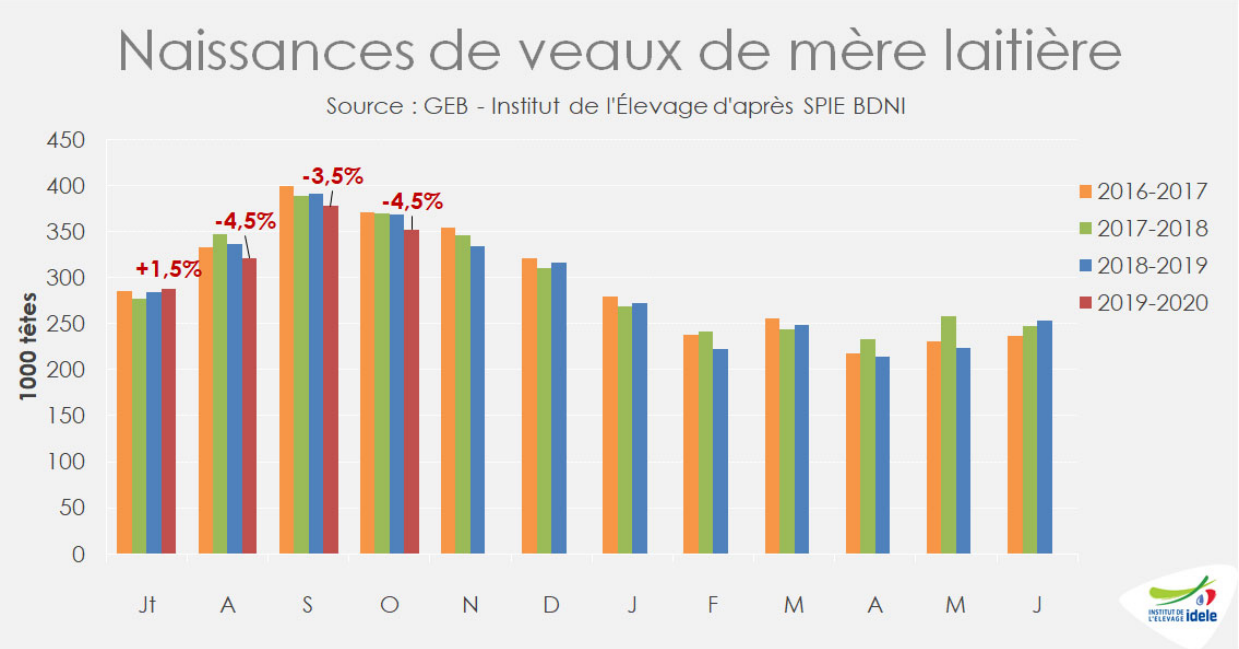
Divergents depuis le début de l'année, l'IPAMPA et la cotation du lactosérum convergent de nouveau à la hausse depuis septembre. Selon certains observateurs, l'IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux accorderait trop peu de poids à la poudre lactosérum et peinerait a représenter l'évolution des pratiques alimentaires des veaux.

La baisse des naissances se confirme

La baisse des naissances de veaux de mère laitière se confirme mois après mois, en grande partie en raison de la forte baisse des vêlages de génisses. Malgré cela le marché des veaux nourrissons reste très encombré.

Fort repli des vêlages de primipares

352 000 vaches laitières ont mis bas en octobre 2019 en France, un nombre en repli de 4,5% /2018. Le mois d'octobre est à l'image de l'année : sur les 9 premiers mois de 2019 les naissances de veaux de mère laitière ont reculé de 99 500 têtes (-3,5% /2018), totalisant 2,773 millions de têtes.



Ce repli des naissances provient d'abord de la chute des vêlages de génisses : sur 9 mois 748 000 génisses laitières sont entrées en lactation en France, soit -6% ou -47 000 veaux par rapport à 2018. Les mise bas de génisses représentent environ un tiers des naissances en France, mais explique la moitié des moindres naissances de veaux en 2019. Le nombre de génisses est en forte baisse dans les élevages laitiers depuis plusieurs mois. Au 1er juin 2019 on dénombrait 693 000 génisses âgées de 18-24 mois dans les élevages français, soit -4,5% ou -33 000 /2018. Les exportations françaises de génisses laitières ont contribué à ce phénomène, elles ont progressé en 2019 : sur 10 mois 41 000 têtes ont été expédiées contre 30 000 en 2018.

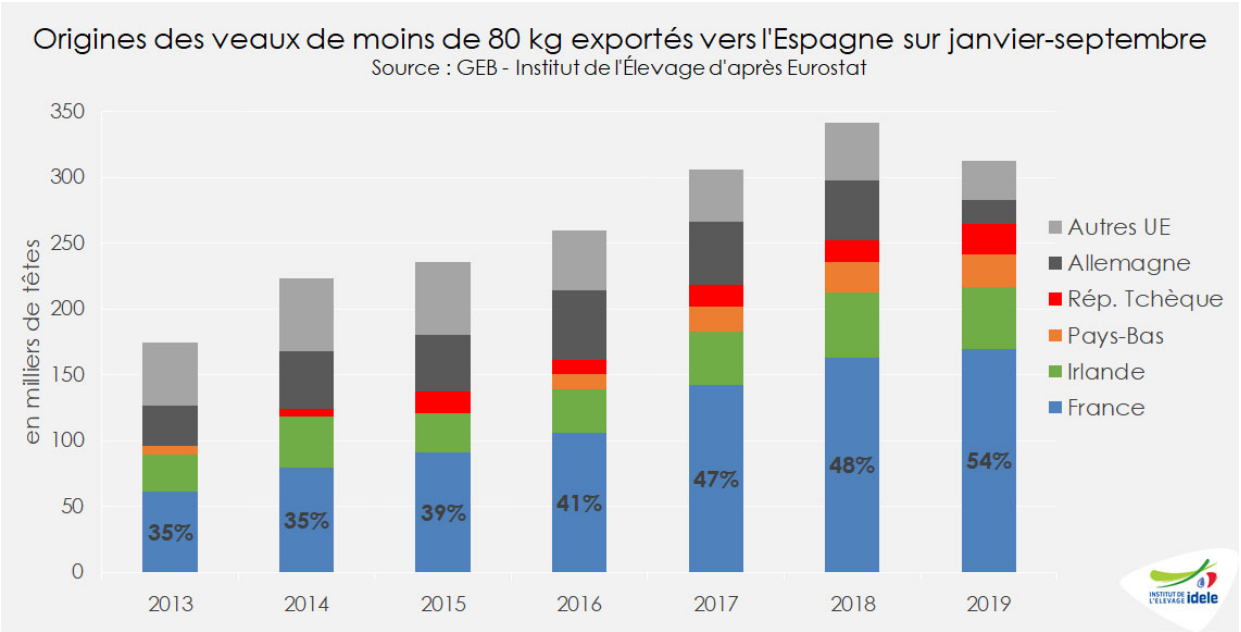
Le reste du repli des naissances laitières s'explique par une dégradation du taux de vêlage sur le total des vaches adultes présentes depuis le début de l'année. Celui-ci peut s'expliquer par la contraction du cheptel laitier qui réduit naturellement les mises à la reproduction de vaches. Cette décapitalisation est régulière depuis 2015, mais semble s'accélérer ces derniers mois (Voir article collecte laitière en France). Par ailleurs et plus ponctuellement, une dégradation de la fertilité pourrait s'expliquer par une moindre qualité des fourrages due aux sécheresses répétées.

Un marché des veaux qui reste extrêmement encombré

Cette offre réduite semble sans effet sur le marché déprimé des veaux nourrissons, la faute à des débouchés en berne en France (Voir Tendance 306). Les cotations des veaux restent au plancher et ne devraient pas progresser avant le printemps.

Faute de débouchés en France, une part toujours croissante des veaux est exportée, à plus de 90% vers l'Espagne. En octobre 2019, 36 000 veaux français ont été exportés , soit +12% /2018. Sur 10 mois l'effectif cumulé s'élève à 233 000 têtes (+11% /2018 et +19,5% /2017).

Le contexte de marché du JB est pourtant morose en Espagne (Voir article JB en Europe) où la demande espagnole en veaux nourrissons plafonne. Sur les 9 premiers mois de l'année l'Espagne a importé 313 000 veaux européens, un effectif très élevé, mais en repli de 8,5% par rapport à l'effectif record de 2018. Ce repli des envois s'est toutefois accompagné d'une nouvelle concentration des achats de veaux français. Entre janvier et septembre 2019, 54% des veaux expédiés en Espagne provenaient de France contre 48% en 2018. Ceci s'explique par l'offre abondante et les cours très dégradés qui ont rendu les veaux français très compétitifs malgré le coût des analyses PCR obligatoires pour prévenir la dissémination de la FCO en Espagne.


Origines des veaux de moins de 80 kg exportés vers l'Espagne sur janvier-septembre
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat
en milliers de têtes
350
300
250
200
150
100
50
0
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
35%
35%
39%
41%
47%
48%
54%
Autres UE
Allemagne
Rép. Tchèque
Pays-Bas
Irlande
France

Des disponibilités limitées soutiennent les marchés

En France, la collecte laitière se rétablit malgré un cheptel réduit. En revanche, elle perd de la vigueur en Allemagne. Désormais la croissance est modérée dans la plupart des pays membres de l'UE, si que la collecte européenne progresse modérément depuis juillet.

La collecte agrégée des principaux bassins exportateurs ne progresse plus depuis octobre. La croissance des deux bassins de l'hémisphère Nord (UE-28 et États-Unis) compense tout juste les baisses dans ceux de l'hémisphère Sud.

Les disponibilités laitières stationnaires soutiennent les cours des ingrédients. Tandis que le prix du beurre se stabilise à des niveaux supérieurs à ceux précédents l'envolée de 2017, le cours de la poudre maigre s'envole et celui du lactosérum rebondit.

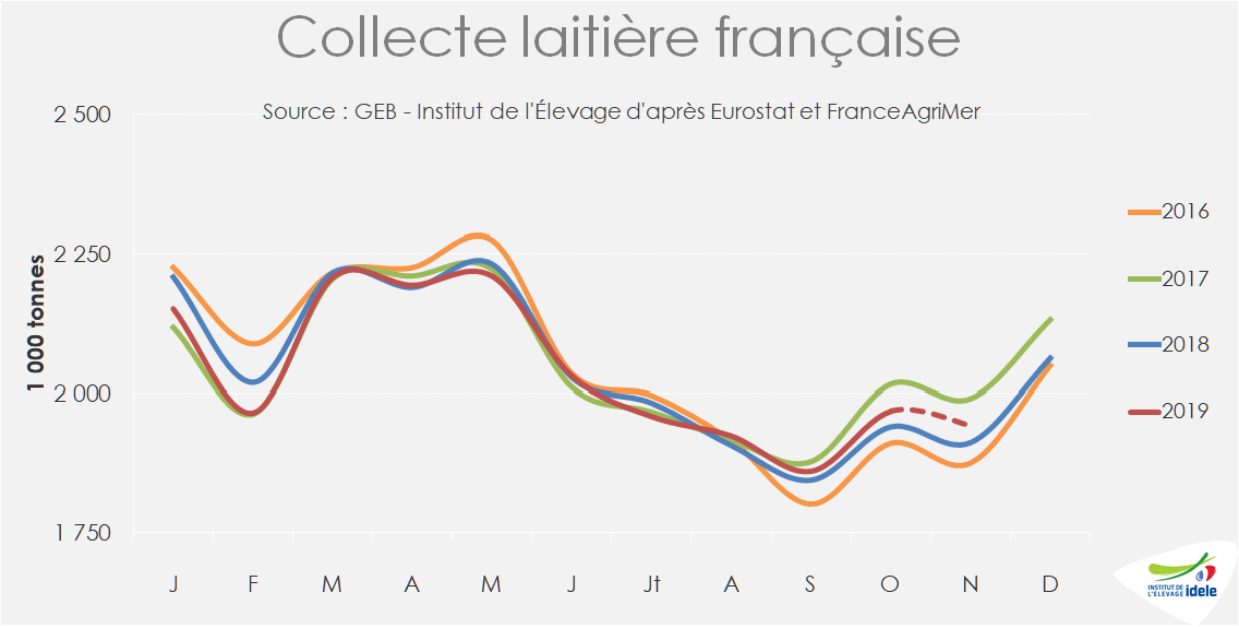
Croissance rétablie en France et dans l'UE

En France, la collecte laitière se rétablit malgré un cheptel réduit. Elle perd de la vigueur en Allemagne. Désormais la croissance est modérée dans la plupart des pays membres de l'UE. Elle reste négative dans un quart des pays, si que la collecte européenne progresse modérément depuis juillet.

Nette reprise de la collecte en France

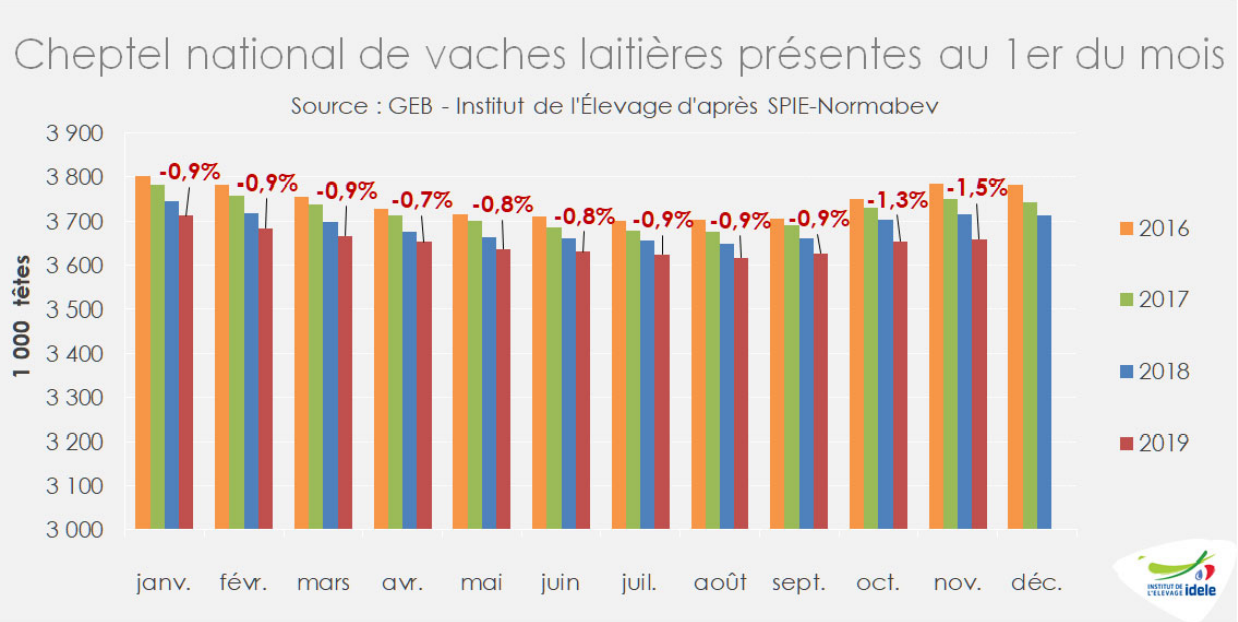
Après avoir été affectée durant l'été par la sécheresse qui a sévi sur une bonne partie de l'Hexagone, la production laitière progresse de nouveau : la croissance est passée de +1,0% en septembre à +1,4% en octobre, puis +1,7% en novembre d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer. Soit un rythme de +1,6% /2018 au 4ème trimestre. L'automne, doux et très humide, a été plus propice qu'en 2018 à la repousse de l'herbe en arrière saison. La production laitière a notamment retrouvé de la vigueur en Pays de la Loire et dans les Hauts de France où l'été avait été particulièrement chaud et sec. Cumulée sur 10 mois, elle est demeurée croissante dans le Grand Ouest, en Normandie et dans les Hauts de France. En revanche, elle a fortement baissé dans les bassins Auvergne-Limousin (-3%), Centre et Charente-Poitou (-4% /2018), et surtout Sud-Ouest (-6%).

En somme, la collecte annuelle de la France devrait à peine égaler le bas niveau de l'an dernier (-0,1% /2018) selon nos estimations.



La production laitière a repris malgré un cheptel laitier réduit. D'un côté, les entrées de génisses en 1ère lactation sont exceptionnellement faibles depuis juillet, inférieures de 8 à 10% /2018 selon les mois, à l'effectif déjà réduit de l'an dernier. De l'autre, les réformes laitières sont presque normales (-1 à -2% /2018 en septembre et octobre). En somme, le cheptel national connait une hausse saisonnière limitée (+35 000 têtes en 3 mois, contre +60 000 têtes en 2018 et +73 000 têtes en 2017). Soit une chute de 57 000 têtes en un an, à 3,66 millions de vaches laitières au 1er novembre 2019 (-1,5% /2018).

La baisse des effectifs est faible dans le Grand Est (-0,6%) grâce à la hausse des effectifs en Franche-Comté, en Nord-Picardie (-0,8%), dans le Grand Ouest (-0,9%) et en Normandie (-1,2%). En revanche, la chute des effectifss'est encore accru en Charentes-Poitou et dans le Sud-est (-2,4%), en Auvergne-Limousin (-4.3%), et surtout dans le Sud-Ouest (-5%).



Bien qu'en forte baisse, le cheptel laitier national est nettement plus productif en raison de la moindre part de primipares et de conditions climatiques plus favorables cet automne à la repousse de l'herbe qu'en 2018. De plus, la bonne conjoncture laitière a pu inciter de nombreux éleveurs à distribuer davantage de concentrés. La marge laitière, d'après notre indicateur Milc, s'améliore depuis quelques mois sous l'effet de l'appréciation régulière du prix du lait et de la stabilité du prix des charges d'après l'IPAMPA lait de vache.

Sur les neuf premiers mois de 2019, le prix du lait de vache standard toutes qualités (SIQO compris) s'est apprécié de 15 €/1 000 l d'une année sur l'autre à 350 €/1 000 l. Cette hausse est imputable pour un tiers au redressement des cours des protéines laitières, malgré le tassement de celui du beurre, et pour les 2/3 à celle des prix des produits finis vendus aux ménages. Le prix de vente payé aux éleveurs a progressé davantage (+18 €/1 000 l /2018) sur la même période grâce l'amélioration des taux. La composition du lait s'est sensiblement enrichie de 0,57 g à 41,51 g/l pour la matière grasse et de 0,42 g à 33,44 g/l pour la matière protéique sur dix mois de 2019.

Le prix du lait s'est en revanche infléchi en octobre, d'un mois sur l'autre, à 356 €/1 000 l. Il devrait cependant s'apprécier de nouveau dans les prochains mois, grâce la franche remontée des cours de la protéine laitière (+50% en un an).

Croissance ralentie en Allemagne

En **Allemagne**, après avoir cédé -0,5% au 1er semestre, la collecte nationale, qui avait rebondi en août (+1,1% /2018), progresse faiblement. Sa croissance est passée de +0,8% en septembre, à +0,4% en octobre et +0,2% en novembre d'après le sondage hebdomadaire de ZMB.

Cumulée sur 11 mois, la collecte allemande égale à peine le niveau de l'an dernier (-0,1%), avec des évolutions contrastées selon les régions : croissante au Nord, surtout en Rhénanie Westphalie, en légère baisse dans le Sud et à l'Est (-2%). Le prix du lait, qui plafonne depuis début 2019 autour de 310 €/1 000 l (lait conventionnel standard ramené 32 g de MP et 38 g de MG) est peu incitatif. Au Nord, la région la plus dynamique, les investissements pour agrandissement sont désormais entravés par des contraintes environnementales plus contraignantes (voir Zoom).

De même **en Pologne**, la croissance de la collecte est ralentie depuis septembre (+1% /2018), après avoir été dynamique au 1er semestre (+2,5% /2018).

Croissance stoppée Outre-Manche

En **Irlande**, la croissance laitière, ininterrompue pendant plus de 2 ans, est devenue légèrement négative cet automne. Ainsi, la collecte annuelle pourrait se situer entre +6 et +7% /2018. Certes moins élevé qu'en 2018 à 300 €/1 000 l cet automne, le prix du lait demeure toujours incitatif et devrait relancer la production laitière en mars lors de la reprise des vêlages.

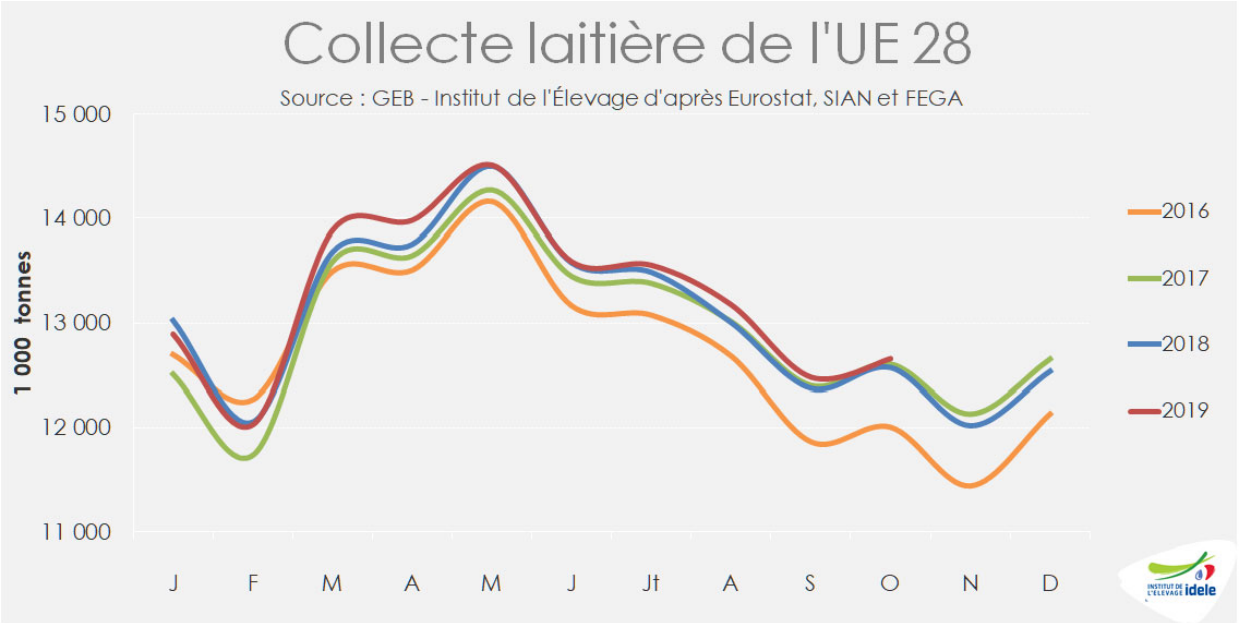
Au **Royaume-Uni**, la production ne croît plus depuis cet automne. Très dynamique au sortir l'hiver (+5% /2018), la croissance a progressivement décru pour cesser à l'entrée de l'automne. Sur 10 mois, la collecte cumulée a progressé de +2% /2018.

En **Espagne**, la collecte a repris de la vigueur depuis juillet (+3,5% /2018 sur 4 mois) avec un prix du lait standard, à 331 €/1 000 l en octobre, bien orienté et légèrement supérieur à l'an dernier (+2% /2018) . En **Italie**, elle a retrouvé son niveau de l'an dernier depuis juillet, après un 1er semestre ralenti (-1% /2018).

Seul un quart des pays membres enregistre une évolution négative cet automne : les trois pays scandinaves, dont le Danemark depuis mai, et quelques pays de l'Est.

En revanche, la collecte des **Pays-Bas**, qui est repassée dans le vert cet été, a progressé en octobre de +2% par rapport au niveau exceptionnellement bas en 2018.

En somme, la collecte européenne, qui a retrouvé de la vigueur depuis août (+0,8% /2018 au 3ème trimestre), croît plus modérément cet automne : estimée à +0,7% /2018 en octobre, elle pourrait être moins forte en novembre et décembre, auquel cas la collecte automnale retrouvera tout au plus le bon niveau de 2017 et la collecte annuelle progressera de +500 000 t (+0,3% /2018).

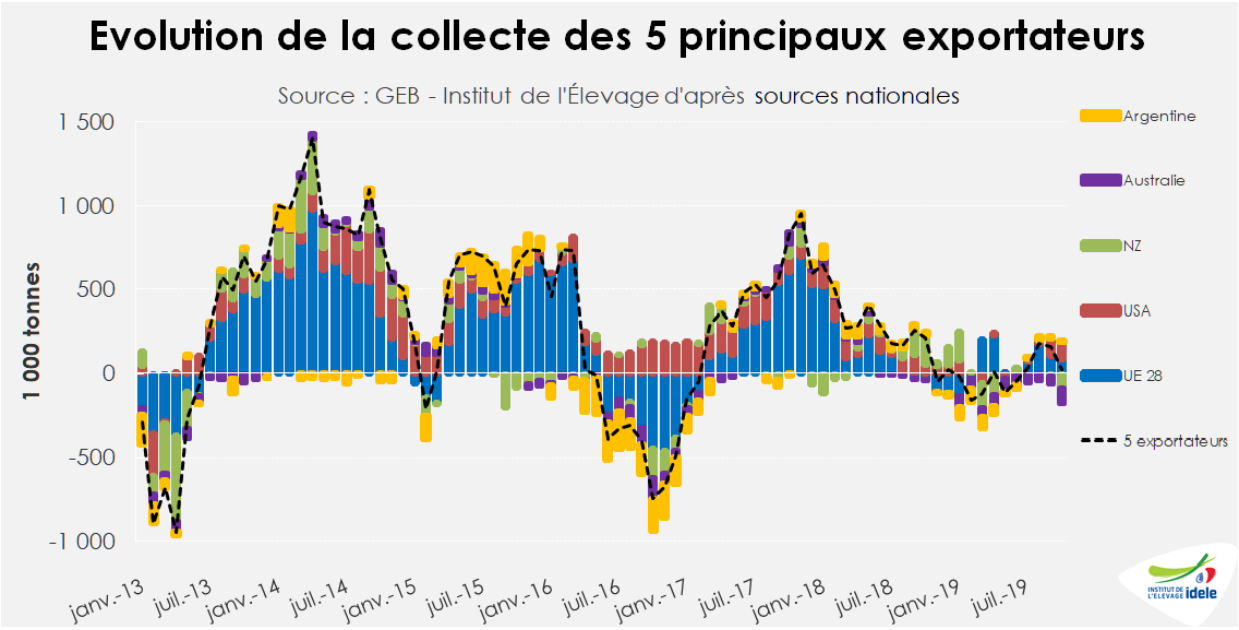


Lait de vache » Collecte laitière »

Globalement stationnaire dans les bassins excédentaires

La collecte agrégée des 5 principaux bassins exportateurs ne progresse plus depuis octobre. La croissance des deux bassins de l'hémisphère Nord compense tout juste les baisses dans ceux de l'hémisphère Sud.

Après l'UE-28, les **États-Unis** connaissent une reprise de leur production laitière depuis septembre (+1,3% /2018). La nette remontée du prix du lait, et par voie de conséquence des marges alimentaires, ralentit les cessations laitières et incite les éleveurs à étoffer de nouveau leur troupeau. Après 18 mois de lente décapitalisation, le cheptel étatsunien de vaches laitières s'est stabilisé à d'un mois sur l'autre depuis octobre, après avoir reculé de 0,4% en un an (-40 0000 têtes à 9,33 millions de vaches).



En revanche, la production laitière est entravée dans les principaux bassins excédentaires de l'hémisphère Sud par des incidents climatiques. **En Nouvelle-Zélande, l**e printemps frais a écorné le pic de production en octobre. **En Australie**, la nouvelle vague de canicule accentue le déclin de la production. Enfin en **Argentine** et en **Uruguay**, une vague exceptionnelle de chaleur affecte la productivité des troupeaux laitiers.

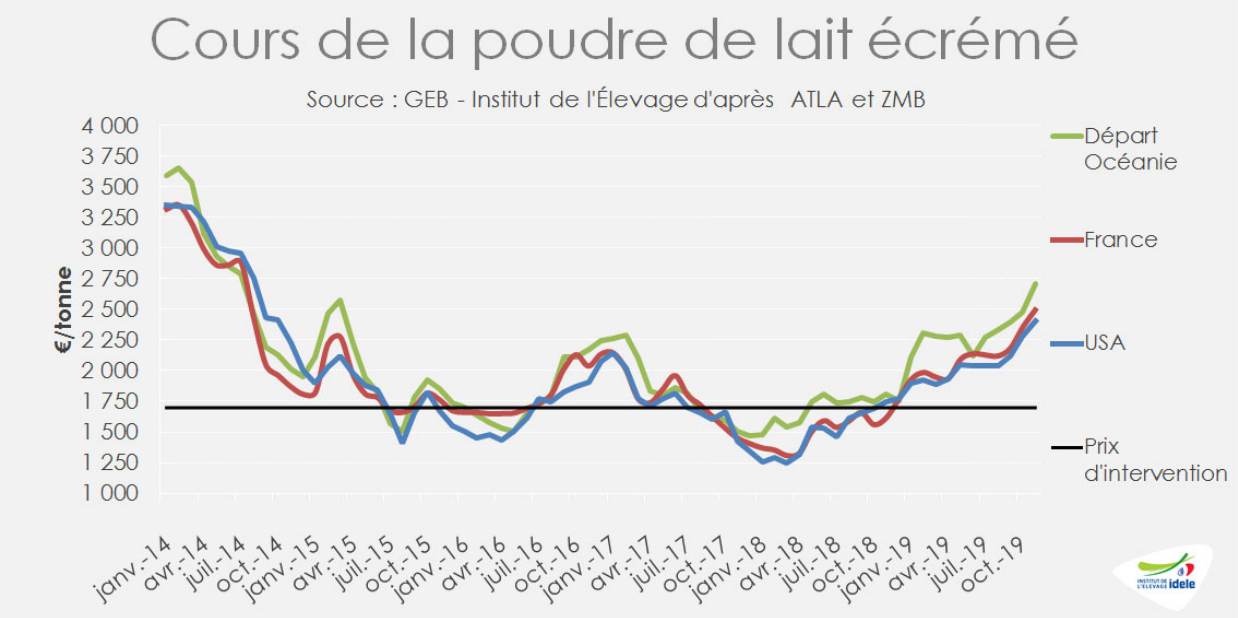
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Tendance haussière sur les poudres de lait

La production contenue dans les principaux bassins exportateurs limite les disponibilités laitières et soutiennent les cours. Tandis que le prix du beurre se stabilise à des niveaux supérieurs à ceux précédents l'envolée de 2017, le cours de la poudre maigre s'envole et celui du lactosérum rebondit.

Envolée des cours de la poudre maigre

Le cours de la poudre de lait écrémé s'est envolé entre octobre et novembre, la cotation ATLA atteignant les 2 600 €/t début décembre, soit une progression de 13% en 9 semaines. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis août 2014. Cette hausse récente est de même ampleur aux États-Unis (+14% entre septembre et novembre à 2 400 €/t) et en Nouvelle-Zélande (+13% à 2 700 €/t).



Plusieurs facteurs se cumulent pour expliquer cette évolution. D'une part, la demande internationale est dynamique, avec des importations en hausse en Chine (+27% /2018 sur les 10 premiers mois), mais également aux Philippines (+15% /2018 sur les 9 premiers mois) et en Indonésie (+26%). Les exportations de l'Union européenne sont en forte hausse (+26% /2018 sur les 10 premiers mois), tirées par la bonne compétitivité des produits européens, et pourraient approcher le million de tonnes d'ici la fin de l'année.

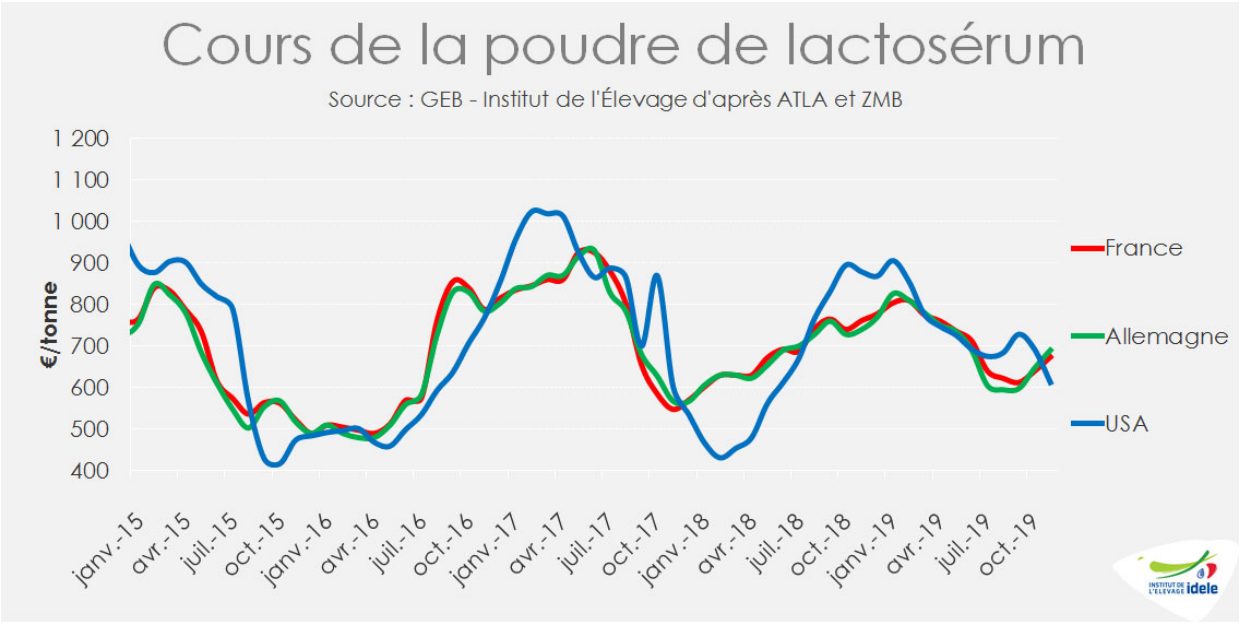
D'autre part, l'offre est relativement limitée depuis quelques semaines. La production laitière néozélandaise a accusé un recul en septembre et octobre, période de son pic annuel, tandis que les fabrications européennes ont fléchi en septembre. Les bonnes ventes à terme au cours des mois précédents participeraient également à la réduction des disponibilités ces dernières semaines. Enfin, il faut ajouter que les stocks européens comme étatsuniens (-13% /2018) sont bas et devraient poursuivre leur recul entamé au cours de l'été.

S'il ne semble pas s'être formée de bulle spéculative, certains acheteurs ont pu constituer des stocks qui pourraient peser sur la demande dans les mois à venir, lors de la hausse saisonnière de production laitière dans l'Hémisphère Nord.

Les cours de la poudre grasse sont également en progression mais de manière plus limitée. Entre août et novembre, ils progressent de 4% en Nouvelle-Zélande et de 6% en Europe et retrouvent leur niveau du 1er semestre. Le repli de la production laitière néozélandaise, 1er exportateur mondial, et la hausse des exportations européennes expliquent en partie cette hausse.

Rebond du cours du lactosérum en Europe

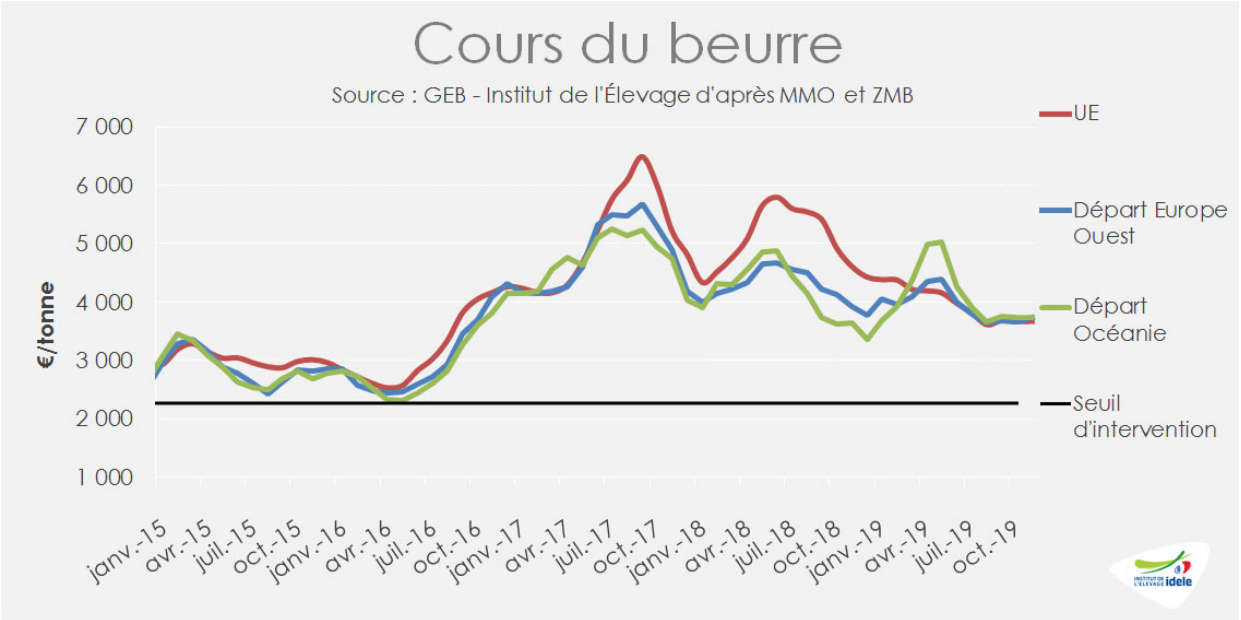
Après avoir atteint un point bas en septembre, la cotation ATLA de la poudre de lactosérum a progressé de 10% en deux mois pour afficher 674 €/t en novembre. Ce niveau reste cependant inférieur de 11% à celui de 2018. A l'inverse, après avoir rebondi au cours de l'été, le cours aux États-Unis a repris son évolution baissière entamée en début d'année. A 613 €/t, il s'agit du plus bas niveau depuis juin 2018.



La demande internationale demeure toujours faible, les besoins chinois étant encore limités par les conséquences de la Fièvre porcine africaine (FPA), même si les annonces officielles font état d'une stabilisation du cheptel porcin et d'une politique volontariste de repeuplement des exploitations. Bien que toujours en recul, les importations chinoises d'octobre se sont rapprochées des niveaux des années précédentes. Les États-Unis demeurent les plus touchés par cette situation, avec des exportations réduites de 22% /2018 sur les 10 premiers mois, dont – 50% vers la Chine. Il faut ajouter que la demande pour le lactosérum destiné à l'alimentation humaine (poudre de lait infantile notamment) reste, elle, dynamique.

Stabilité des cours du beurre

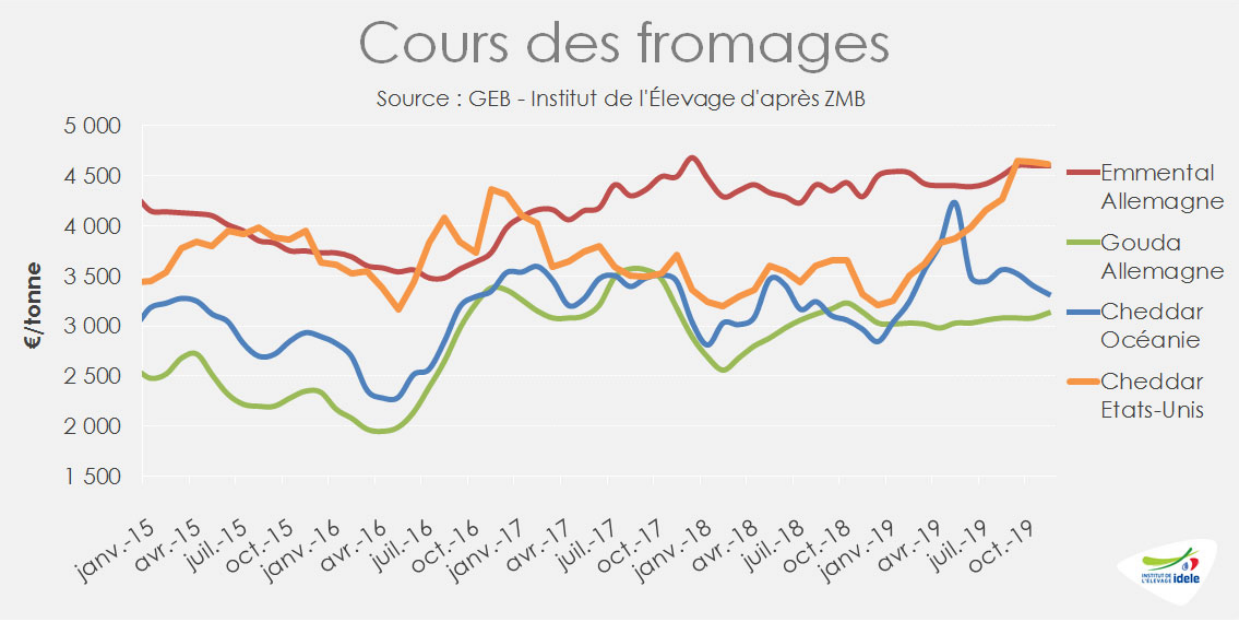
Après une baisse entamée au cours de l'été, les cours du beurre se sont quasi-stabilisés depuis septembre. A 3 575/t en moyenne, la cotation ATLA se situe 18% sous son cours de 2018 et rejoint son niveau de l'été 2016. Cette tendance est partagée par les autres pays européens et par la Nouvelle-Zélande, les cours moyen européen et néozélandais gravitant autour des 3 700 €/t. Profitant de sa bonne compétitivité sur le marché international, le beurre européen réalise sur les 10 premiers mois les meilleures exportations depuis 2016, abondées par des fabrications en progression de 4% sur les 3 premiers trimestres. Ces volumes compensent les moindres exportations étatsuniennes (-37% /2018 sur les 10 premiers mois) et néozélandaises.



Si les stocks élevés de beurre en Union européenne pèsent toujours sur les cours, les moindres fabrications saisonnières au profit de la crème, très demandée en prévision des fêtes de fin d'année, devraient permettre de maintenir une relative stabilité des prix.

Fromages: des évolutions divergentes entre les grands bassins

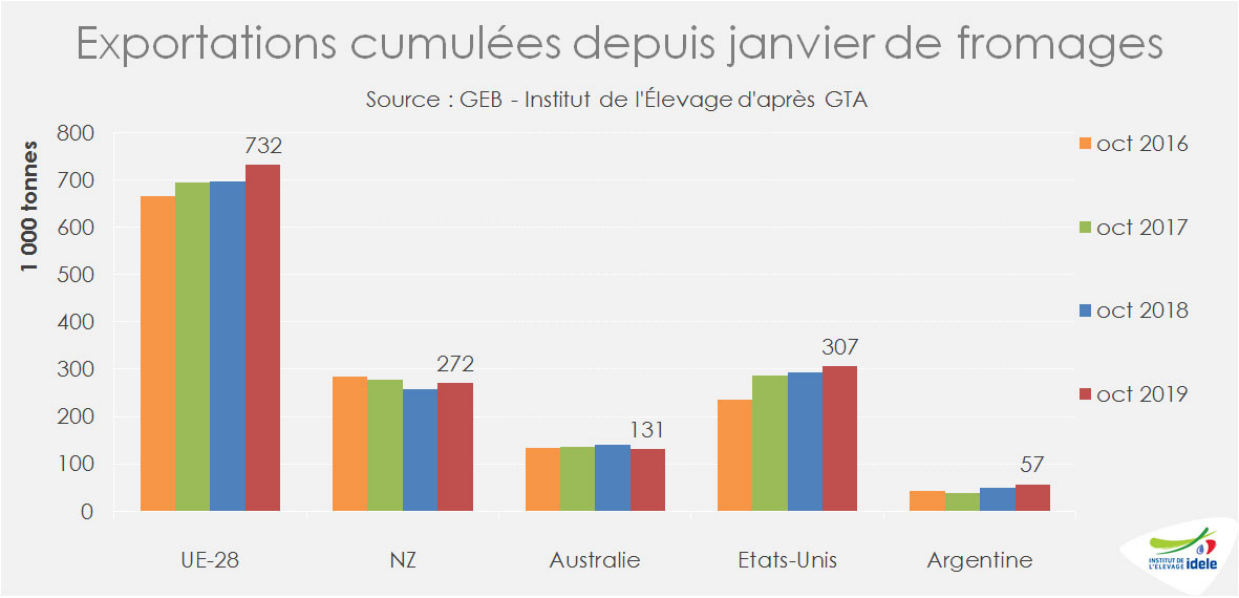
En Europe, les cours des fromages sont restés très stables ces derniers mois. A 4 600 €/t depuis septembre, l'emmental (peu échangé sur les marchés internationaux) affiche un niveau relativement élevé (+7% /2018 et +2% /2017).



A 3 130 €/t en novembre, le cours du gouda (fromage commodité) n'a guère évolué depuis le début de l'année (+4% /janvier 2019) Ce niveau lui permet de rester très compétitif face au cheddar étasunien et océanien. Le cours du cheddar océanien poursuit son recul, entamé en mai 2019, à 3 320 €/t en novembre (-22% /mai 2019, mais +12% /2018).

Le cours du cheddar étatsunien s'est quant à lui stabilisé depuis septembre après une envolée débutée en janvier. Aux alentours de 4 600 €/t (+42% /janvier 2019), il signe un record historique qui s'explique par le recul des fabrications nationales (sur les 10 premiers mois -3% /2018 et -1% /2017) alors que la demande intérieure reste dynamique (notamment grâce à l'aide alimentaire) et que la demande internationale n'a faibli qu'au début du 2nd semestre. En novembre, les stocks étatsuniens de fromages « type américain », majoritairement du cheddar, ont reflué de 8% /2018, pour retrouver leur niveau de 2017.

Ainsi, les exportations européennes de fromages ont battu un nouveau record, à plus de 730 000 t sur les 10 premiers mois (+5% /2018), tandis que les envois étatsuniens affichaient leur plus haut niveau depuis 2014.



L’offre faible tire le cours de l’agneau français vers le haut

Tirée conjointement par la hausse du cours de l’agneau au Royaume-Uni et la baisse des disponibilités sur le marché national, la cotation de l’agneau français ne cesse de croître : elle a atteint 6,67 €/kg en semaine 49 (se terminant le 8 décembre). Elle dépasse ainsi son niveau de 2017 (+5 centimes) et surpasse largement celui de l’an passé (+33 centimes).

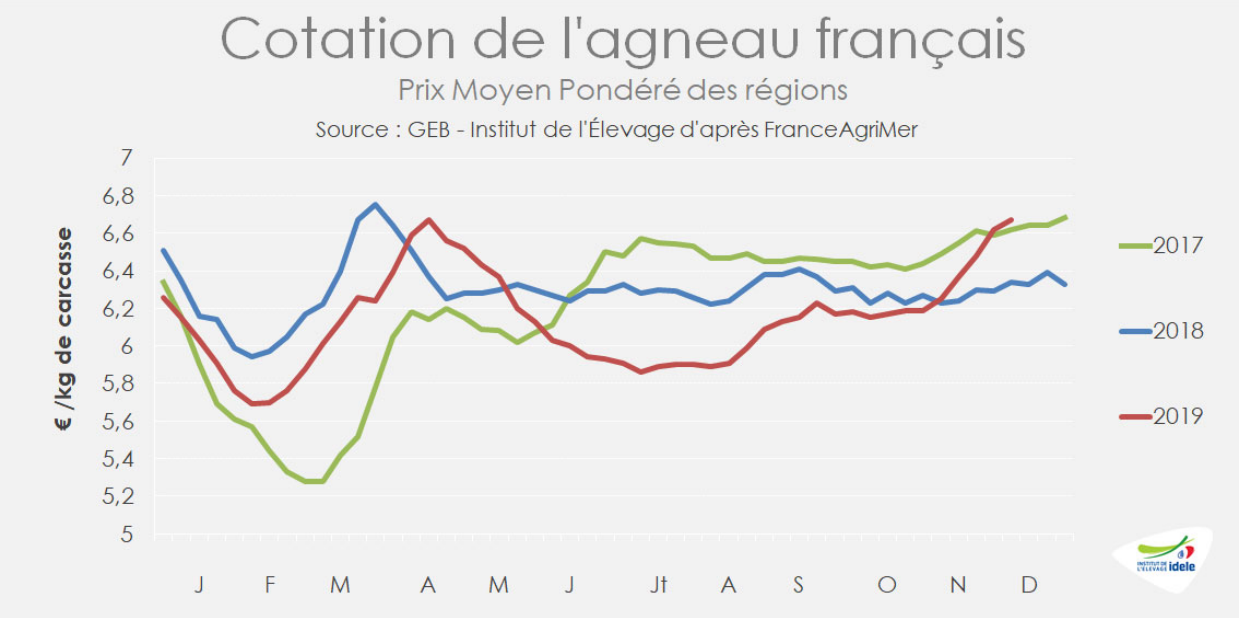
Viande ovine » France »

La cotation de l’agneau français s’envole

Face à des abattages en recul et des importations de viande ovine ralenties, le marché français de la viande ovine s’est redressé depuis cet été. Parallèlement, le cours de l’agneau britannique, lui aussi tiré par une offre réduite à l’approche des fêtes, continue de croître.

Le cours de l’agneau français profite d’un manque d’offre

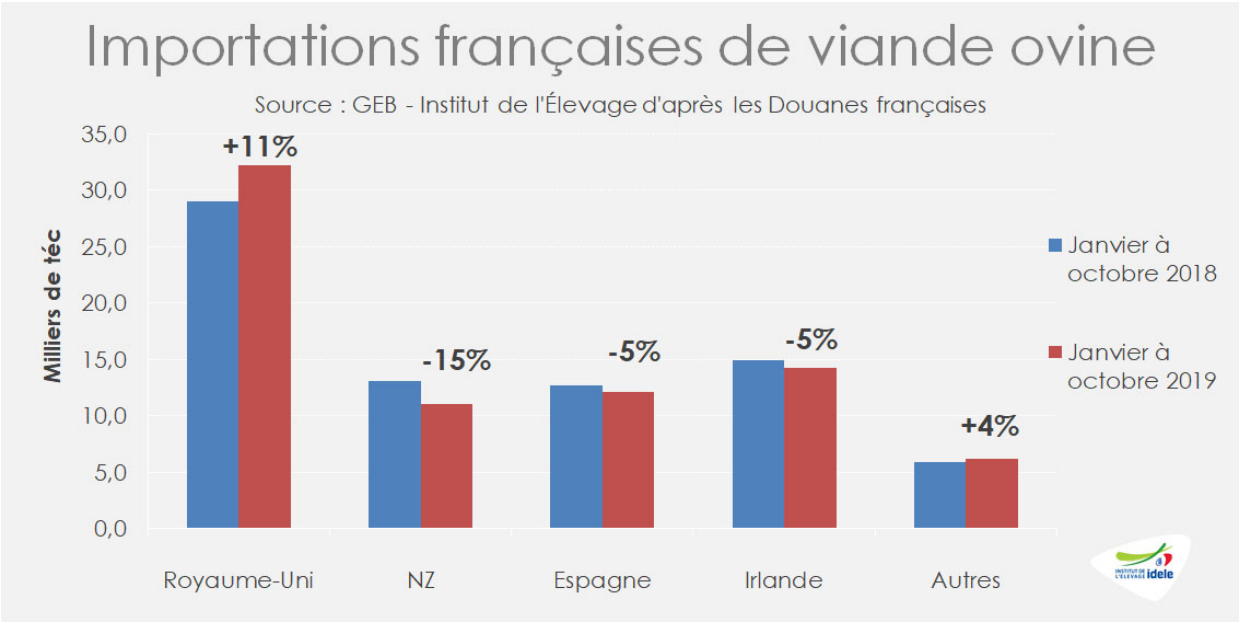
Après avoir commencé à lentement se redresser à partir de mi-octobre, la cotation de l’agneau français a connu une remontée encore plus rapide durant le mois de novembre et début décembre. En l’espace de six semaines (du 28 octobre au 8 décembre), la cotation nationale de l’agneau pondéré des régions a bondi de +0,48 €/kg, un peu moins vite que la cotation britannique qui a quant à lui gagné +66 centimes sur cette même période.



Outre le fort impact de l’amélioration du cours britannique, la cotation de l’agneau français a aussi pu profiter d’un retrait des abattages (-3% /2018 en octobre).

La baisse des importations françaises de viande ovine perdure

Après une baisse de -12 % /2018 en juillet, la diminution des importations françaises de viande ovine était moins importante puis s’est de nouveau accentuée en octobre, à hauteur de -9% /2018 à 7 450 téc. Les achats sont en baisse quelle que soit la provenance, excepté d’Espagne. Ce fournisseur a fortement accru ses expéditions vers la France en septembre et octobre (+29% /2018). Les importations de viande ovine britannique sont en retrait à hauteur de -7% en octobre, après avoir été très dynamiques de mars à septembre. Les achats de viande irlandaise sont restés ralentis, au même rythme qu’en août et septembre (-10% /2018). Les importations de viande en provenance de Nouvelle-Zélande ont été exceptionnellement faibles en octobre (-45%), mais devraient rebondir en novembre et décembre, d’après les douanes néo-zélandaises qui affichent un rebond au départ de Nouvelle-Zélande en octobre (+31% /2018).

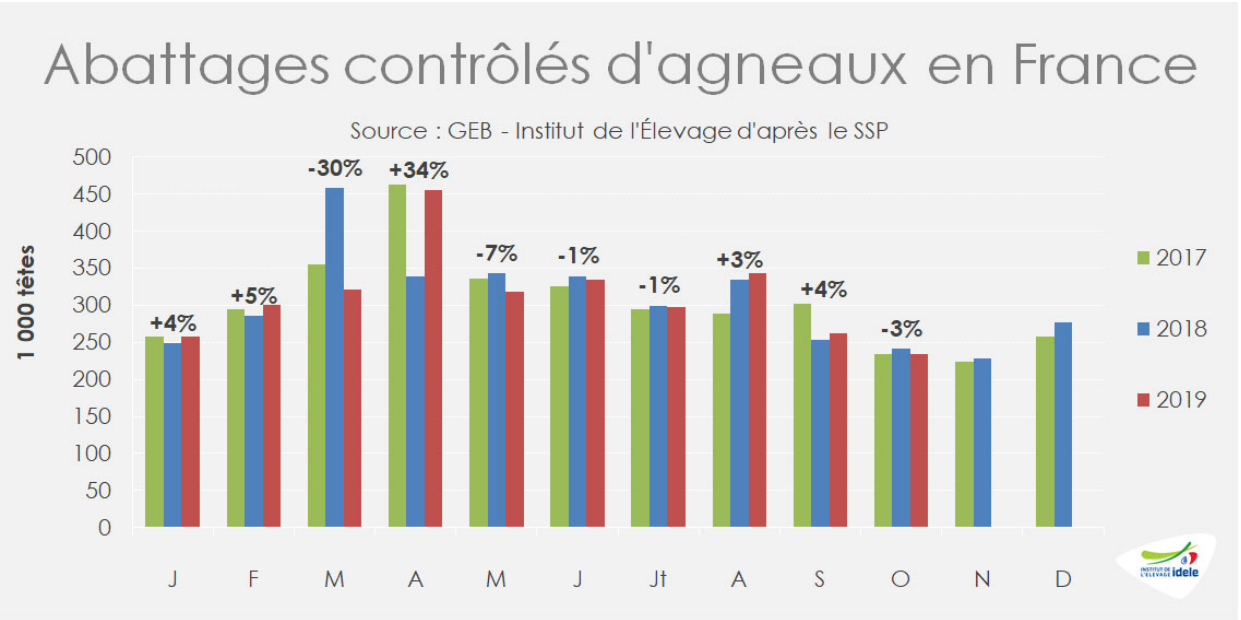


Après avoir été dynamiques en début d'année, notamment en provenance du Royaume-Uni, les importations de viande ovine ont été ralenties si bien que le volume cumulé sur dix mois est finalement stationnaire d'une année sur l'autre.

Des abattages en recul au mois d'octobre

La production française de viande ovine a aussi reculé en octobre (-3% /2018). La baisse des effectifs d'agneaux est de même ampleur (-3%, soit -6 900 têtes) que celle des réformes (-3% soit -1 200 têtes). En cumul sur 10 mois, la production de viande ovine est stable, avec une légère hausse pour la viande d'agneau (+1%) et un fort retrait concernant la viande issue de réformes (-5%). C'est la hausse des poids de carcasse moyens des agneaux sur 10 mois qui permet à la production nationale de viande ovine d'être stable malgré un recul du nombre d'ovins abattus. Le recul des abattages des réformes sous-tend une possible stabilisation du cheptel reproducteur, après plusieurs années de baisse.

En somme, les disponibilités sont limitées, face à une demande décrite comme faible mais frémissante, à l'approche de Noël.



La consommation estimée par bilan a légèrement reculé en octobre. Malgré cela, elle a légèrement progressé sur dix mois, de +0,5% /2018. D'après le panel Kantar, les achats de viande ovine par les ménages français (sans prise en compte des plats élaborés) sont toujours en baisse sur ces mêmes dix mois. L'approche des festivités devrait cependant relancer ces achats des ménages de façon temporaire au mois de décembre.

Des exportations de viande ovine en légère hausse

Après plusieurs mois de baisse, les envois de viande ovine sont de nouveau orientée en légère hausse en octobre (+2% /2018), malgré une légère baisse vers la principale destination : l'Italie. Dans le même temps, on enregistre des envois vers diverses destinations : la Belgique, le Danemark, la Pologne ou encore le Royaume-Uni, mais aussi bien que dans une moindre mesure, vers le Congo, l'Allemagne, la Suisse, le Gabon, l'Espagne ou encore le Tchad (premier envoi de l'année vers cette destination avec12 téc).

Pour rappel, les envois de viande ovine étaient plutôt à la hausse en début d'année (+16% en février et +28% en avril), mais le total des envois sur 10 mois est tout de même en net retrait par rapport à l'an passé (-7%, soit -575 téc).

Viande ovine » UE et monde »

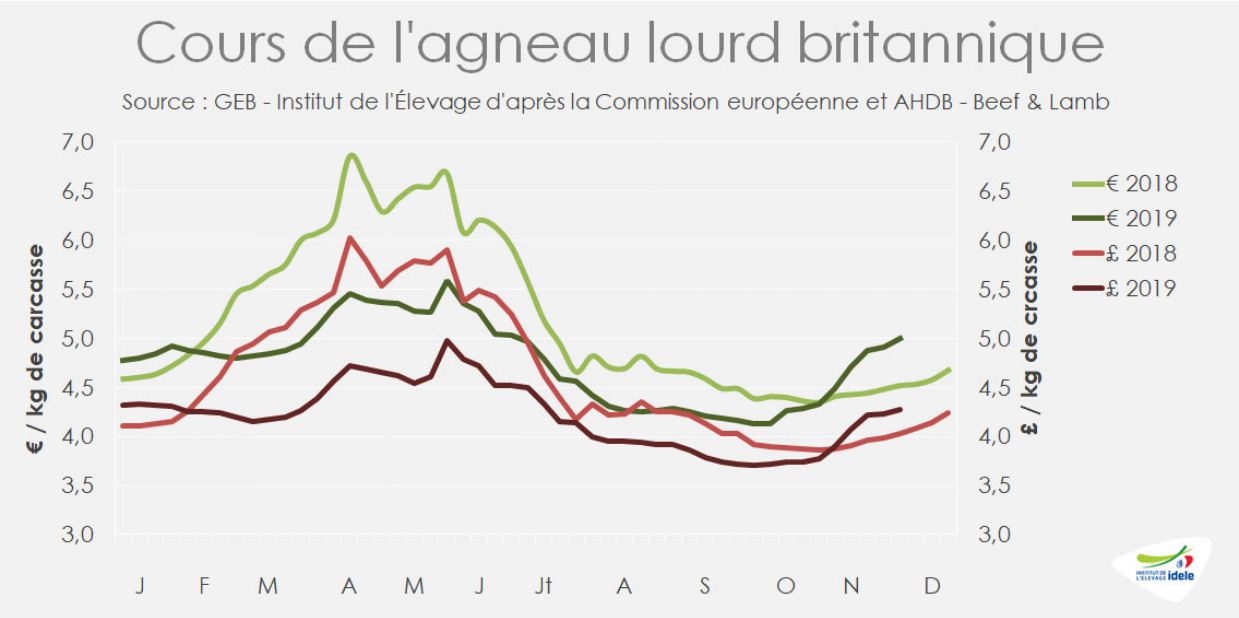
Marchés euphoriques grâce à une offre réduite et une demande forte

La conjoncture s'améliore au sein de l'Union européenne, où les disponibilités sont limitées, notamment dans les îles britanniques. La Nouvelle-Zélande bénéficie quant à elle de la forte demande asiatique malgré une production toujours faible.

ROYAUME-UNI : le cours de l'agneau britannique poursuit son envolée

Entre la mi-octobre et début décembre (semaines 41 à 49), le cours de l'agneau britannique s'est apprécié de 86 centimes. En semaine 49 (se terminant le 8 décembre), celui-ci a frôlé les 5 €/kg (4,99 €/kg), soit près de 50 centimes de plus qu'en 2017 et 2018 la même semaine.

Cette hausse des cours s'explique, comme en France, par un allègement du marché britannique conjointement à une amélioration de la situation globale en Union européenne. En effet, les importations britanniques de viande ovine en provenance de Nouvelle-Zélande sont toujours en net retrait et la production nationale de viande ovine, bien que toujours croissante, semble ralentir (+2% en oct. 2019 /2018, à 29 400 téc).



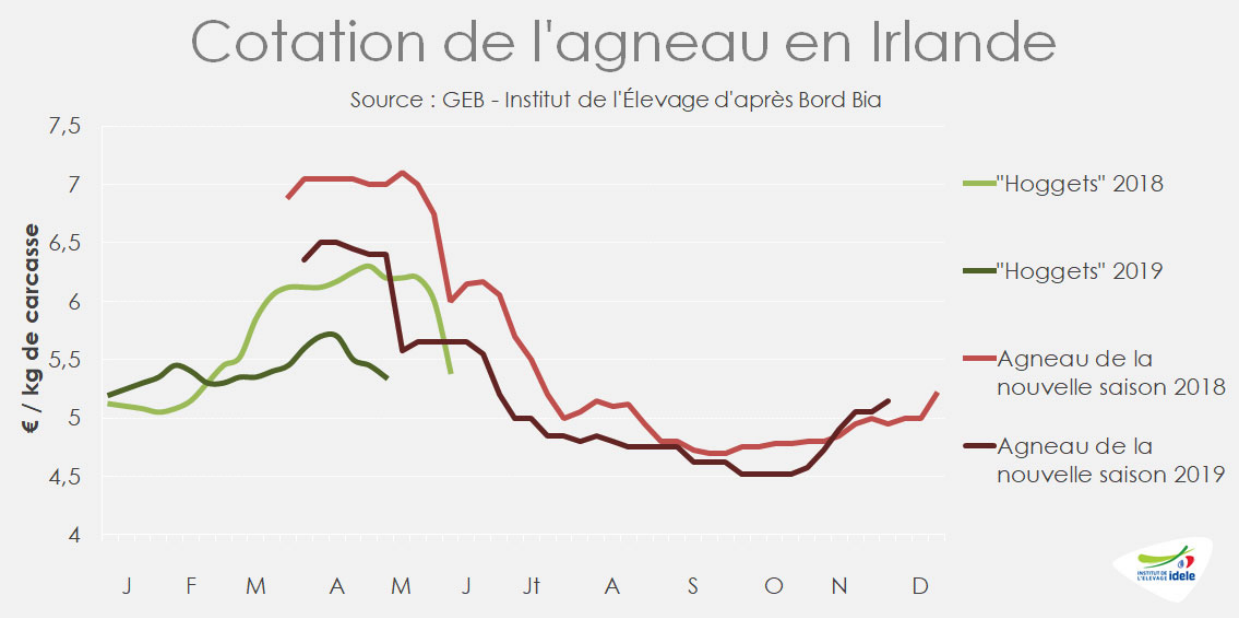
Les envois néozélandais (douanes NZ) vers le Royaume-Uni étaient en retrait de -37% en septembre et de -24% en octobre, par rapport aux mêmes périodes en 2018. La Nouvelle-Zélande fournissant près de 70% de la viande ovine que le Royaume-Uni importe, la tendance baissière s'est poursuivie en octobre, novembre, voire décembre (les marchandises néozélandaises mettent en moyenne 6 semaines à arriver en Europe).

La nette victoire des conservateurs lors de l'élection législative du 12 décembre devrait confirmer la sortie du Royaume-Uni de l'UE avec un accord au plus tard le 31 janvier 2020. Une telle perspective ne devrait pas perturber outre mesure les flux commerciaux de viande ovine avec la France en 2020 durant la phase de négociation de la future relation commerciale. Ensuite, les futures relations commerciales dépendront de l'accord commercial entre les deux parties.

IRLANDE : les achats de fin d'année tirent le cours de l'agneau vers le haut

Après avoir dépassé légèrement ses niveaux de 2018 et 2017, la cotation de l'agneau irlandais a stagné à 5,05 €/kg en semaines 47 et 48, puis est montée à 5,15 €/kg en semaine 49 (se terminant le 8 décembre).

La production de viande ovine est en net retrait : -5% d'abattages d'agneaux depuis le début de l'année, soit -110 400 têtes et -30% pour les réformes, soit -152 600 têtes (par rapport à 2018).

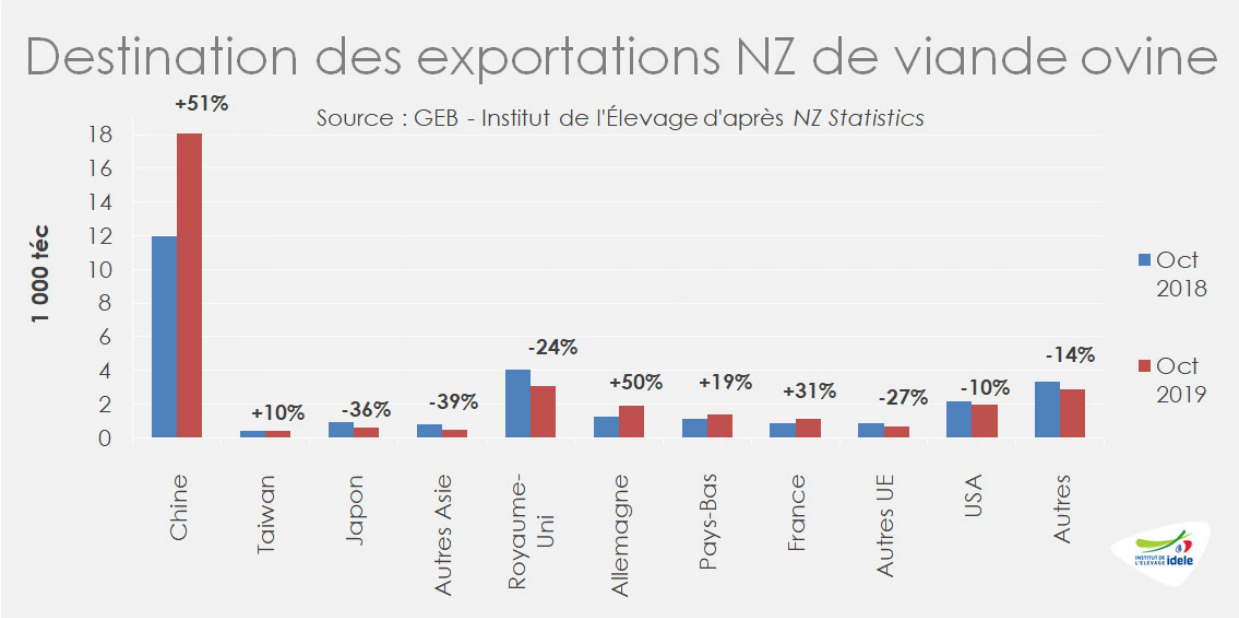


La hausse des importations de viande ovine en Irlande cette année (+1 020 téc de janvier à septembre d'une année sur l'autre) ne permet pas de compenser la forte baisse de production: – 3 040 téc, toujours de janvier à septembre, comparé à cette même période l'an passé.

Finalement, le commerce des agneaux gras est tout de même très actif à l'approche des fêtes et, face à des disponibilités limitées, permet au cours de l'agneau de poursuivre son ascension.

NOUVELLE-ZÉLANDE : une hausse des envois qui s'accentue en octobre

En Nouvelle-Zélande, la production de viande ovine a de nouveau en baissé en octobre (-3% /2018). la forte baisse des abattages d'agneaux (-4%, soit -65 500 têtes) n' a été que partiellement compensé par des abattages de réformes dynamiques (+3%, soit + 3 800 têtes). Depuis le début de l'année, la tendance est toutefois baissière pour les agneaux comme pour les réformes (respectivement -5% et -16% sur un cumul 10 mois, comparé à 2018), illustrant une décapitalisation déjà à l'œuvre. Le cours de l'agneau néozélandais continue de prendre de la valeur, face à la forte demande internationale, en particulier chinoise.



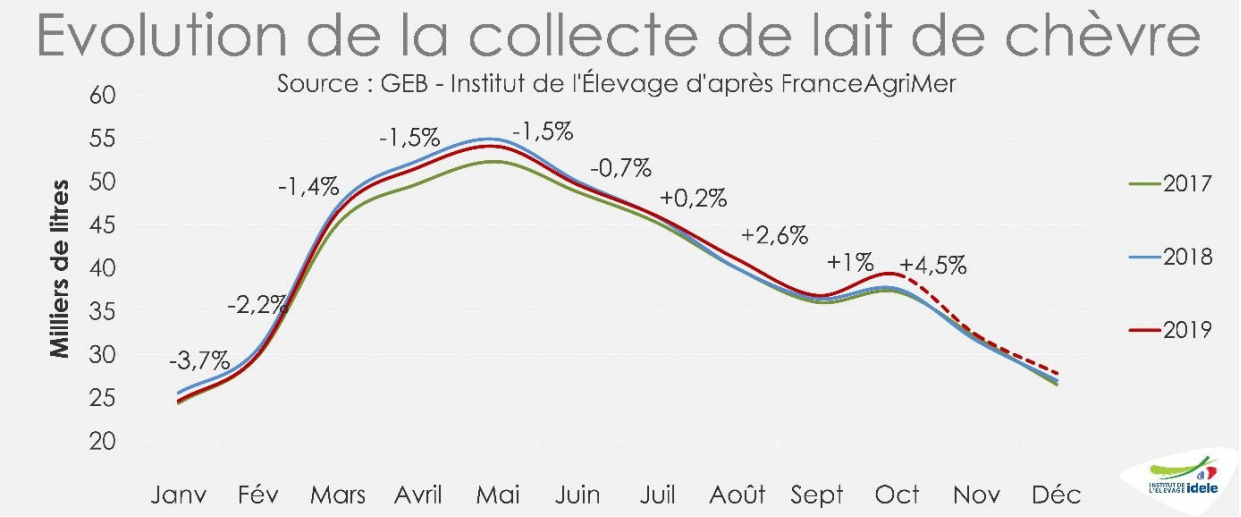
Les envois vers l'UE sont quasi stables en octobre (-1% / 2018), tirés par un rebond des achats français de viande ovine néozélandaise (+31% d'envois vers la France). L'amélioration de la situation du marché français et le manque de disponibilités en viande ovine associé, peuvent expliquer cette hausse des envois en provenance de la Nouvelle-Zélande. Toutefois, les envois vers le Royaume-Uni restent en berne (-10% /2018 en octobre). Les envois vers la Chine restent bien évidemment très conséquents (+51%).

Rattrapage de la collecte en fin de campagne

Ralentie depuis le début de l'année, la collecte de lait de chèvre cumulée jusqu'en octobre rattrape celle de l'année dernière. Malgré ce rebond et celui des importations, les approvisionnements affichent une nette tendance baissière en 2019, alors que la consommation des fromages de chèvre demeure dynamique. Face à cette tension, le prix moyen des fromages de chèvre au détail est tiré à la hausse.

Sursaut de la collecte en fin de campagne

La collecte de lait de chèvre s'est redressée après un premier semestre 2019 difficile, et a enfin rattrapé la collecte des années précédentes. Ce scénario est d'autant plus positif que la consommation nationale et les exportations se redynamisent.

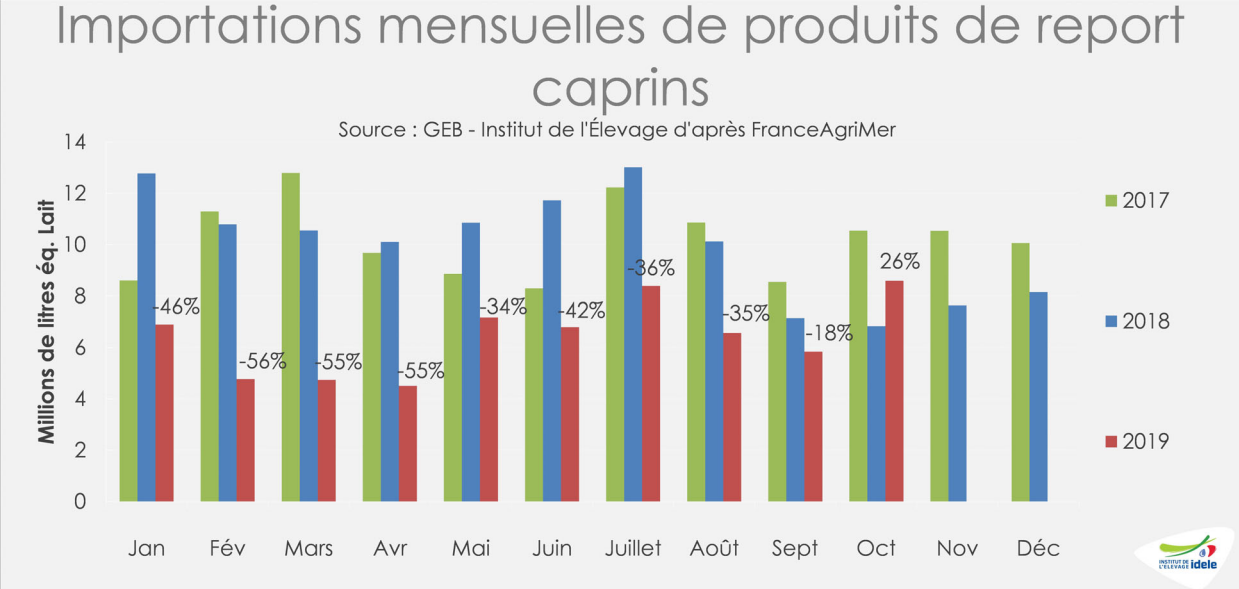


Un rattrapage tardif de la collecte annuelle 2018

Fin octobre, la collecte cumulée depuis janvier a quasiment rattrapé le niveau atteint à la même période en 2018, s'établissant à 419,6 ML (-0,2% /2018). Le rebond de la collecte observé depuis août a été particulièrement prononcé en octobre, remontée à 39,3 ML, soit +4,5% /2018.

Ce rebond s'explique d'abord par l'augmentation du cheptel national (+2% /2018), qui aurait dû être à l'origine d'une augmentation de la collecte de lait de chèvre dès le début de l'année. Cependant, les épisodes caniculaires estivaux de 2018, la sécheresse, la mauvaise récolte fourragère et le décalage conséquent des lactations ont ralenti la progression de la collecte début 2019. En outre, selon les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer, le rebond affiché au deuxième semestre pourrait aussi s'expliquer par une récolte fourragère de début de printemps de meilleure qualité, qui aurait permis « le retour à la normale » en termes de rendements, et s'est aussi manifesté via l'augmentation des taux protéiques et butyreux.

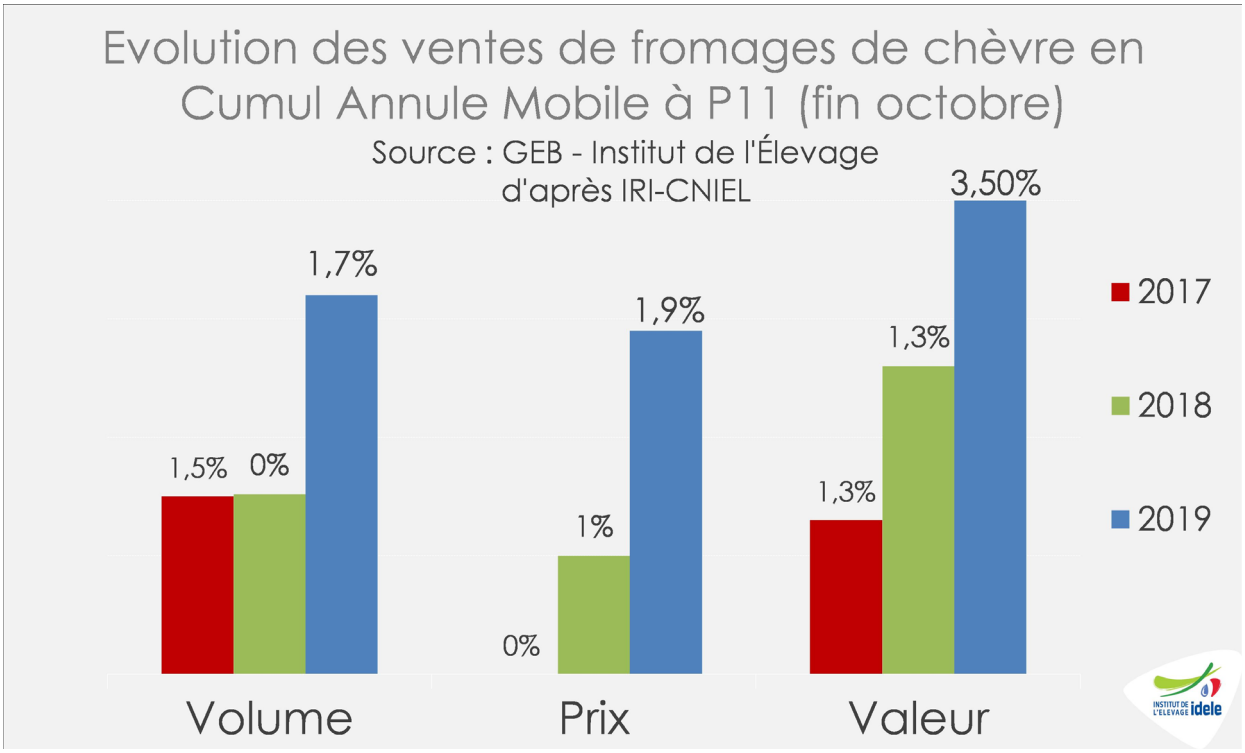
Si la tendance globale s'oriente à la hausse, il s'agit d'une progression différenciée en fonction des régions. La collecte dans les Pays de la Loire connaît une progression importante depuis plusieurs mois (+3% cumul à octobre /2018). Elle continue de baisser en Nouvelle Aquitaine, le principal bassin, et dans le Centre-Val de Loire, respectivement de -2% et -3% /2018 sur les collectes cumulées fin octobre.



Reprise des importations, mais approvisionnement en baisse

Le mois d'octobre affiche aussi une reprise des importations. Très ralenties jusqu'en septembre, elles ont fortement rebondi en octobre 2019 (+26% /2018). Néanmoins, les approvisionnements cumulés depuis janvier restent inférieurs à ceux cumulés en 2018 (-8% /2018). Les stocks des produits de report caprins sont pour leur part 35% en deçà de leur niveau en 2018 (et 29% en dessous de la moyenne 2015-2018).

La baisse de la collecte espagnole (suite à des abattages massifs en Andalousie, principal bassin caprin) en est la principale responsable. Cependant, d'après les derniers chiffres du FEGA, la collecte espagnole aurait inversé la tendance baissière, ce qui expliquerait la reprise des importations (l'Espagne étant le principal fournisseur en lait de chèvre pour la France).



Les débouchés des fromages de chèvres se dynamisent

Cette reprise de la collecte est d'autant plus nécessaire que la consommation de fromages de chèvre en France est particulièrement dynamique (en moyenne +1,7% de ventes en libre-service depuis le début de l'année). Cette augmentation des volumes vendus va de pair avec une relative hausse du prix (+1,9% par rapport au cumul 2018, à 11,90 €/kg) qui, logiquement, tire la valeur vers le haut. Ainsi, fin novembre 2019, la valeur vendue cumulée en libre-service aurait augmenté de 3,6% par rapport à la même période en 2018 !

Jusqu'à présent, dans le contexte de baisse des disponibilités de lait de chèvre, les transformateurs avaient privilégié l'approvisionnement du marché intérieur aux exportations. Cependant, la reprise de la collecte et des importations a permis leur reprise. En effet, les exportations de produits laitiers n'auraient baissé en octobre que de -2% /2018 d'octobre 2019, après -16% en septembre.

L’Europe laitière du Nord dans l’après-quotas

La concurrence aiguisée amplifie les différences.



Les éleveurs d’Europe du Nord s’étaient préparés de longue date à la suppression des quotas laitiers. La plupart avaient investi dans des capacités de logement supplémentaires qui provoquèrent un afflux de lait inondant les marchés mondiaux confrontés au même moment au ralentissement, imprévu, de la demande chinoise et à l’embargo russe.

Déclenchée dès la fin des quotas laitiers, la seconde crise laitière n’a pas immédiatement ralenti le dynamisme des différents pays désormais en concurrence. Délivrés de l’encadrement de la production, les éleveurs, avaient alors individuellement intérêt à poursuivre leur croissance pour saturer leurs capacités de production et ainsi diluer leurs charges de structure. Ensuite, la dépression des marchés se prolongeant, la production laitière a évolué différemment selon les pays.

Le premier chapitre de ce Dossier économie de l’élevage réalise un diagnostic micro-économique précis sur la façon dont les exploitations laitières spécialisées de six pays, dont la France, ont traversé la seconde crise laitière, après celle de 2009. Si elles y ont été plutôt moins exposées que leurs collègues d’Europe du Nord, les exploitations françaises sont aussi les seules qui n’aient pas tiré parti de la suppression des quotas laitiers.

Les chapitres suivants actualisent le diagnostic des filières laitières d’Europe du Nord qui avait été réalisé juste avant la fin des quotas.

En Allemagne, malgré une forte exposition aux marchés des produits laitiers, les éleveurs ont pu compter sur le soutien des pouvoirs publics, qui ont mobilisé des moyens conséquents pour les aider à affronter la tempête. Le nouveau contexte sanctionne durement la stratégie volumes de DMK.

Aux Pays-Bas, les éleveurs doivent, après l’euphorie et la fin des quotas laitiers, désormais se conformer aux règlementations environnementales très contraignantes. Face à une production laitière désormais plafonnée, les transformateurs néerlandais misent encore davantage sur la création de valeur ajoutée alors que les éleveurs bénéficient déjà d’une très bonne valorisation de leur production.

En Irlande, le modèle de production *low cost*, solide et performant, dégage des revenus confortables pour les éleveurs. Plus sensible aux aléas climatiques qu’à l’instabilité des marchés, il dispose encore marges de croissance. Mais son impact sur l’environnement, même s’il surfe sur l’image *Origin green*, peut aussi devenir son talon d’Achille. Les transformateurs visent désormais la création de valeur combinée à une croissance plus modérée.

En Pologne, la crise laitière a marginalement affecté le dynamisme laitier. La production laitière compte de nombreux leviers pour poursuivre son expansion, d’autant plus que les transformateurs disposent d’outils modernes sous-employés et adaptés au marché des commodités bon marché.

Au Danemark, le potentiel de production a été consolidé, malgré la situation financière de nombreux élevages encore plus dégradée par la seconde crise. Les banques organisent la reprise des élevages en situation de faillite qui passent sous la tutelle d’exploitations plus solides et performantes. Face à l’amont modernisé mais endetté, Arla Foods demeure l’atout maître de la filière danoise qui conjugue depuis longtemps création de valeur et croissance des volumes.

Plus généralement, face aux contraintes environnementales et sociétales qui émergent dans la plupart des pays, les transformateurs coopératifs dominants en Europe du Nord privilégient désormais la création de valeur, pour se démarquer de la concurrence et répondre aux attentes des marchés européens et internationaux, à la croissance des volumes.